

sem22

allemagne.....	2	
Répression de l'anti-G20 : Série de perquisitions coordonnées dans quatre pays européens – 29 mai 2018		
.....	2	
brest.....	3	
Brest, France : Trou d'air à la permanence En Marche – 30 mai 2018.....	3	
bure.....	3	
Procès du 23 mai, délibéré le 26 juin.....	3	
chambéry.....	6	
#NikTonBastionGame - Communiqué de la section Valérie Damido.....	6	
drôme.....	7	
Marsanne (26740):Une éolienne détruite par le feu et une autre pas entièrement.....	8	
Une deuxième éolienne endommagée.....	8	
Pas de revendication.....	8	
florence.....	8	
Florence (Italie) : Audience préliminaire pour Ghespe.....	8	
france.....	9	
A nos amis, copains, amoureux, amants, militants avertis et anti-sexistes aguerris.....	9	
Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 7.....	11	
Contre l'isolement carcéral ! En solidarité avec Fabrice.....	11	
Théo, Bastien et Eleonora : Contrôle judiciaire levé.....	12	
genève.....	13	
Genève, Suisse : Les vitrines de boucherie continuent de tomber	13	
grenoble.....	13	
Grenoble : Addition salée après l'occupation de la fac.....	13	
hamilton.....	15	
Hamilton: The Tower is Moving! A Statement.....	15	
Graffiti raises speculation about anarchism.....	16	
Lettre de Cedar sur les accusations de complot, la prison Barton et la solidarité.....	18	
indre.....	21	
Issoudun (Indre) : La maison du maire prise pour cible.....	21	
italie.....	21	
Roverè della Luna (Italie) : Des véhicules de l'armée incendiés.....	21	
louvain.....	22	
Louvain, Belgique : Incendie d'un véhicule de campagne du parti nationaliste N-VA – 24 mai 2018	22	22
lyon.....	22	
Convergence des luttes ? Réflexions à partir de tentatives lyonnaises.....	23	
Lyon, France : Attaque des locaux de Vinci, sous-traitant de l'enfermement des étranger.e.s – 29 mai 2018		
.....	25	
Semaine d'action contre les centres de rétention.....	28	
marseille.....	30	
Massilia Antifascista.....	30	
nantes.....	31	
26 mai à Nantes : Foule et colère contre Macron et son monde.....	31	
Qu'est-ce qu'il s'est passé au tribunal de Nantes en mai 2018 ?.....	32	
paris.....	33	
Manifestation contre la loi asile-immigration le 2 juin.....	33	
Parce que ça commence à l'école.....	34	
Appel à une présence solidaire au tribunal suite au 1er mai.....	35	
Manifs du 26 mai : il n'y a pas eu de « marée noire », mais quand-même.....	36	
Invitation générale à une assemblée autonome.....	37	
Bilan judicario-policier de la manif du 22 mai et de la rafle du lycée Arago.....	39	
Saint-Denis : Le blocage laisse des traces à Paris VIII.....	42	
Fresnes (Val-de-Marne) : Les véhicules des matons crament sous les acclamations des prisonniers	42	42
rennes.....	43	
Rennes : L'addition de la fac saccagée fait mal... à l'État !.....	43	
savoie.....	44	

Col de la Colombière (Haute-Savoie) : Le tour ne passera pas sur la résignation des montagnes saccagées (MAJ du 29/05).....	44
Saint-Martin-Bellevue, France : Incendie du Carrefour Contact – 26 mai 2018.....	45
usa.....	45
Washington, DC Banner Drop: Support J20 Défendants, Even The Innocent Ones.....	45
zad.....	46
L'après-Fight, qui crame quoi?.....	46
Jusqu' où ira-t-on dans ce foutage de gueule des négociations ??.....	47
Embrouilles de tiekar.....	48
Le Temple-de-Bretagne (Loire-Atlantique) : Le central téléphonique incendiée.....	53

allemagne

Répression de l'anti-G20 : Série de perquisitions coordonnées dans quatre pays européens – 29 mai 2018

Mardi 29 mai 2018, à la demande de la police fédérale criminelle allemande (BKA), une série de perquisitions coordonnées a été menée dans quatre pays européens suite aux [émeutes du G20 à Hambourg de 2017](#). L'information a été sortie par la Norddeutsche Rundfunk (NDR, le média d'Etat de la région de Hambourg).



Selon le premier décompte, il y en a eu au moins trois en Espagne (deux à Carabanchel dans des squats et une à Madrid dans un domicile) contre trois hommes entre 28 et 31 ans ; deux perquisitions en Suisse dans le canton d'Argovie à Bremgarten (un appartement et un centre culturel) contre un homme de 27 ans ; deux perquisitions en Italie à Rome et Gênes contre deux personnes, dont une qui a déjà été condamnée pour avoir attaqué des flics lors des émeutes à Sternschanze: les flics la soupçonnent d'avoir également pris part aux émeutes à la *Elbchaussee* ; une perquisition en France (sans plus d'infos, excepté que la personne fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen et n'aurait pas été trouvée).

Ces sept personnes qualifiées d' « extrême-gauche » font partie d'une liste de 24 « suspects-clef » de 15 pays recherchés à travers toute l'Europe suite aux émeutes du G20 de Hambourg, et contre lesquelles le BKA a demandé une coopération policière internationale le 13 avril dernier. Les accusations contre ces 7 camarades, à base d'ADN et de vidéo, concernent les ravages dans la rue *Elbchaussee* accomplis le 7 juillet, où « 220 individus ont causé 1,5 millions d'euros de dégâts en 19 minutes ». Pour rappel, c'est une commission spéciale nommée « Schwarzer Block » qui dirige depuis l'Allemagne l'ensemble des enquêtes, appuyée par les organismes de coopération européenne comme Eurojust.

[Reformulé d'articles de presse parus en plusieurs langues]

This entry was posted in [Répression](#), [solidarité](#) and tagged [Carabanchel](#), [contre-sommet du G20 à Hambourg \(juillet 2017\)](#), [Espagne](#), [Gênes](#), [Italie](#), [Madrid](#), [Perquisitions](#), [Perquisitions dans les espaces autonomes](#), [Rome](#), [sommet du G20](#), [Suisse](#). Bookmark the [permalink](#).

brest

Brest, France : Trou d'air à la permanence En Marche – 30 mai 2018

Dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 mai, la permanence des élus de La République en Marche, située 54 rue Navarin dans le quartier de Saint-Martin, a de nouveau été attaquée.

Un jet de pavé a fait un gros trou au milieu de la vitrine. Les riverains ont entendu un fracas vers 1 h du matin, mais le temps d'ouvrir les fenêtres, il n'y avait plus personne. Un pavé a été retrouvé dans le local, derrière la vitrine brisée. Un autre, encore plus gros, a été retrouvé sur le trottoir.

Cette attaque au pavé arrive après six épisodes de tags, une permanence murée le 1er mai et un affichage sauvage, le torchon Ouest-France s'interroge sur cette présence des élus LREM dans un quartier contestataire de la ville bretonne: « Est-ce une bonne idée pour le parti macroniste d'avoir choisi une rue proche de la place Guérin, haut lieu des tendances d'extrême gauche, voire anarchistes ? » Pour rappel, sur un des tags réalisé lors d'une précédente visite, il était marqué : « Cassez-vous, SVP. Merci » ou encore, sur un autre, le « A » de anarchie.

[Reformulé de la presse locale, mercredi 30 mai 2018]

[sans attendredemain](#)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

bure

Procès du 23 mai, délibéré le 26 juin

Ce 23 mai au tribunal de Bar-le-Duc, 13 procès de burien.ne.s, pour 3 séries d'arrestations : 1 arrestation le 3 mars, 6 arrestations le 4 mars et 6 arrestations le 14 mars.



Beaucoup de flics présents. Ils ne demandaient pas les cartes d'identité pour entrer dans le tribunal cette fois-ci, mais étaient partout dans et autour du tribunal. Les juges ont été interpellées sur cette pression policière, elles ont répondu que c'est au président du tribunal de décider de cela et pas à elles.

Dehors, des barnums, des stands de crêpes, makis, et autres activités.

Dedans c'est long. Malgré des séries de dossiers quasiment identiques, les personnes passent les unes après les autres.



Une nouvelle série de T-shirt a été mise en vogue pour dénoncer le chef d'inculpation bien bricolé des affaires du 14 mars :

pour avoir à Mandres en Barrois [...] participé sciemment à un attroupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destruction ou dégradation de biens, en l'espèce en s'intégrant à un groupe d'une quinzaine de personnes se portant à la rencontre d'employés de l'Andra en s'étant préalablement vêtus de manière tendanciellement uniforme, munis de gants et/ou de vêtements ou accessoires destinés à se dissimuler le visage ainsi qu'en ayant ramassé des pierres sur le parcours, dans le contexte d'une évacuation contestée du Bois Lejuc par les forces de l'ordre et à la suite d'appels, notamment diffusés sur les réseaux sociaux, à la réoccupation de cette zone boisée.

Les réquisitions d'Olivier Glady, procureur :

- Pour 3 dossiers (3 et 4 mars), il demande la relaxe (pourquoi ceux-là et pas les autres quasiment identiques ? parfois impossible à savoir)
- Pour les 4 autres dossiers du 4 mars, il demande 3 mois de sursis simple
- Pour les 6 dossiers du 14 mars, il demande 4 mois de sursis, parfois du sursis simple et parfois avec mise à l'épreuve (interdiction de territoire de Meuse et Haute-Marne pour 2 ans et, dans un cas, obligation de travailler)

Cette interdiction de territoire est convoitée par Glady, comme il l'a affirmé afin d'empêcher les personnes « de se mettre en situation propre à réeffectuer un délit ». Quant à l'obligation de travailler, elle permettrait de « reprendre contact avec la réalité » ...

Les déclarations de Glady s'inscrivaient dans sa volonté de dissocier les bon.nes des mauvais.es opposant.es. « On voit un profil différent », celui là « a fini par retrouver la raison en garde à vue en quittant la ligne du mouvement. Mais il est sorti du commissariat, et vous ne voyez plus le M. X qui a retrouvé la raison », pour celle là « elle est considérée par les forces de police comme la meneuse, la porte parole du mouvement ».

Glady, qui est très fier de son chef d'inculpation, et souhaite que les juges condamnent toute personne pris dans n'importe quel groupe, même s'il y a pas d'éléments sur la personne interpellée « *Le groupe est un moyen à la réalisation des infractions. Un peu à la manière d'une association de malfaiteurs, il y a une entente entre les membres du groupe.* »

Côté des 5 avocat.es présent.es, le mode de défense adopté pour ce jour a été principalement d'attaquer techniquement les dossiers. Pour chaque procès des nullités ont été demandées par les avocat.es. En fonction des dossiers, il y avait l'absence de PV d'interpellation, des heures qui ne correspondent pas, l'incohérence de reprocher une non-dispersion à un groupe en train de fuir, la non notification des droits en garde à vue, des articles du code pénal confondus, l'absence de l'accord écrit du procureur pour le prolongement de la garde à vue etc etc.

Ont été aussi dénoncé dans certains dossiers:

- La prise d'ADN par ruse/force sur les vêtements des interpellé.es
- Des questions en audition qui outrepassaient les affaires (comme par exemple *Avez vous versé de l'argent pour cette lutte, ou vous a t'on demandé de l'argent pour cela ? Vos proches versent-ils de l'argent pour cette cause, ou sont-ils garants d'éventuels achats immobiliers ? Pouvez vous nous citer d'autres maisons occupées par des opposants ?*)
- La catégorisation dont sont victimes les accusé.es. « *Je suis outrée quand j'entends le ministère public parler de « militants anti CIGEO », « gens de Bure ». Qui sont ces gens ? Les habitants administratifs de Bure ? Ou quelque chose d'autre ? [...] La désignation est sombre et fait penser à ce que Michele Aliot Marie appelait dans l'affaire Tarnac la Nébuleuse, quand on voit ce que ça a donné.* » (une des avocate)

La juge a censuré à chaque fois les inculpé.es (de l'affaire du 4 mars) qui ont voulu faire au tribunal une seule et unique déclaration commune spontanée sans répondre aux questions du tribunal :

Nous ne sommes pas particulièrement surprises de nous trouver devant vous aujourd'hui. En effet, nous concevons cette procédure comme banale dans un contexte de répression accrue depuis quelques temps envers ceux que la justice désigne comme militants anti-cigéo. Vous allez juger 6 personnes parmi tant d'autres, prises au hasard. A ce titre nous ne voyons pas pourquoi nous devrions nous singulariser et répondre individuellement à vos questions. D'une façon générale, nous refusons que justice soit rendue en fonction des origines, des catégories sociales, des diplômes et/ou des situations professionnelles. Bien que nous restions des individus de sensibilités différentes et que nous ayons donc réagi de diverses manières à nos gardes à vue, nous ne voulons pas que vous nous dissociiez les uns des autres en fonction de critères racistes et classistes.

Les prétextes de la juge étaient qu'on ne pouvait pas faire de déclaration commune car ce sont des procès individuels, et quand les prévenu.es commençaient à lire, elle coupait en disant que c'était hors propos par rapport à l'affaire.

Par contre elle n'a pas censuré ni les avocat.es ni le procureur même quand celui-ci a fait tout un laïus pour dire que le procès se transformait en procès contre la police, qu'il peut garantir personnellement que M. Dubois (le commandant de gendarmerie local) faisait très bien son boulot, ou encore quand il parlait des « gens de Bure ».

chambéry

[#NikTonBastionGame - Communiqué de la section Valérie Damido](#)

Fin 2017, nous apprenions l'ouverture d'un bastion social sur Chambéry. Cette annonce, 2 mois après l'attaque des fachos (Edelweiss, Civitas, FNJ...) sur le concert de rentrée de la FA.

S'en est suivi différents ravalements de façade du lieu par des peintres anonymes mais néanmoins talentueux.

A l'origine, le lieu ressemblait à ça le 3 février jour de « l'ouverture » :

Mais dès le 10 février, les passants pouvaient voir ceci :

[Chambéry : la vitrine du Bastion Social recouverte de peinture rose \(Le Dauphiné\).](#)

Puis, quelques jours plus tard, d'autres peintres (ou les mêmes ?) venaient passer la 2e couche.

Malheureusement, ils ont du appuyer trop fort avec leurs pinceaux, ce qui a fendillé la vitrine et tordu la grille :



Enfin, Le 19 avril dernier à Chambéry, la manifestation contre la casse du service public a fait une halte devant le local. Des stickers de toutes les organisations et syndicats sont venus redécorer la vitrine, l'Internationale fut chantée avec le concours du voisinage.



Vidéo de l'action.

Cette action menée par les manifestant-es, syndicalistes a permis de rappeler que l'extrême droite ne fait qu'instrumentaliser les inégalités sociales. Cette action montre également que l'antifascisme n'est pas un affrontement entre "bandes rivales" mais bien une composante inscrite dans l'ADN du mouvement social et qu'à Chambéry comme ailleurs, l'extrême droite n'est pas la bienvenue !

On peut néanmoins regretter que le slogan tagué contient le mot "enculé", il s'agit d'une insulte homophobe qui n'a pas lieu d'être. Les mots sont importants ! L'antifascisme comprend l'anti-homophobie dans ses valeurs.

A noter aussi que le secrétaire départemental de la CGT a été convoqué au comico vendredi 18 mai pour s'expliquer sur les "dégradations" commises lors de cette manif (c'est la cégète qui avait déposé le parcours), seulement un mois après les faits. Il est sorti du comico avec le soutien d'une centaine de personnes de toutes orgas. Par contre toujours aucune action des autorités contre les membres du bast(i)on social responsables d'au moins 3 attaques contre des personnes (17 octobre, 18 février et 18 mai) malgré les dépôts de plaintes avec identités des agresseurs.

drôme

Marsanne (26740): Une éolienne détruite par le feu et une autre pas entièrement.

ouest france le 01/06

Dans la nuit de jeudi à vendredi, une éolienne a été complètement détruite par les flammes et une deuxième endommagée par un départ de feu, dans la Drôme. Selon les premiers éléments de l'enquête, il s'agirait d'un incendie criminel.

Une éolienne a été entièrement détruite par un incendie criminel dans la nuit de jeudi à vendredi à Marsanne (Drôme) et une autre endommagée, a-t-on appris auprès de l'exploitant et du parquet.

Les faits se sont déroulés vers 2 h 30 dans le parc éolien du groupe RES, qui en exploite **huit** de la société danoise Vestas. « **Aucun blessé n'est à déplorer** », a souligné le groupe dans un communiqué.

Une deuxième éolienne endommagée

« **Nous ne sommes pas sur un incendie accidentel. Il y a des traces d'effraction sur les portes d'accès aux colonnes** » des deux engins visés, a précisé le procureur de la République à Valence Alex Perrin, confirmant une information du quotidien régional le Dauphiné Libéré.

La brigade de recherches de la gendarmerie de Pierrelatte et la section de recherches de Grenoble ont été saisies de l'enquête.

« **Une éolienne a été entièrement détruite et une deuxième semble avoir été visée par une tentative de mise à feu** », a indiqué RES, spécialisé dans le développement de projets d'énergies renouvelables.

« **Il est instamment demandé à la population de ne pas s'approcher des machines endommagées** », ajoute la société, tout en annonçant le dépôt prochain d'une plainte. Le montant du préjudice n'a pas été précisé.

Pas de revendication

« **Aucun élément de revendication** » n'a été constaté sur place ou sur les réseaux sociaux, selon le procureur, qui se refuse à faire « **le lien en l'état** » avec « **d'autres dégradations par incendie, il y a quelques mois** » dans le département.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

florence

Florence (Italie) : Audience préliminaire pour Ghespe

[Panico Anarchico](#) 23/05/2018

L'audience préliminaire pour [Ghespe](#) (qui, on s'en souviendra, passe sous procès tout seul, en dehors de la dénommée *Opération Panico*) a eu lieu le 15 mai au tribunal de Florence, sans public. Le juge d'instruction Bagnali a décidé de ne pas changer les accusations, puisqu'il y aurait d'après lui de graves indices de culpabilité. Elles restent donc : tentative d'homicide, fabrication, transport et possession d'engin explosifs et dégradation [pour la bombe posée le 31 décembre 2016 devant une librairie fasciste à Florence, qui est explosée lors de l'intervention des démineurs, arrachant la main à l'un d'entre eux; NdAtt.]. La première audience du procès a été fixée pour le 4 juillet 2018 et elle sera publique.

Nous réaffirmons notre solidarité envers Ghespe, enfermé depuis neuf mois et demi dans la taule de Sollicciano, ainsi que notre haine envers la société-prison et ses matons.

Liberté pour [Giova, Paska](#) et Ghespe – jusqu'à la destruction de toutes les prisons – liberté pour toutes et tous !

Pour écrire au compagnon :

Salvatore Vespertino

Casa Circondariale di Sollicciano
via G. Minervini 2/R
50142 Firenze

Les adresses des deux autres compas emprisonnés lors de la procédure « parallèle » :

Pierloredo Fallanca

Casa Circondariale di Teramo
Contrada Castrogno
64100 Teramo

Giovanni Ghezzi

Casa Circondariale di Sollicciano
via G. Minervini 2/R
50142 Firenze

Repris de : <https://attaque.noblogs.org/post/2018/05/25/florence-italie-audience-preliminaire-pour-ghespe/>

- Author: [Article 13](#)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

france

[A nos amis, copains, amoureux, amants, militants avertis et anti-sexistes aguerris](#)

Sur le virilisme en milieu militant, appel à la remise en question.

Toujours nous voulons croire qu'il n'y a pas meilleurs alliés que vous, vous qui savez, vous qui parlez de l'anti-sexisme, vous qui respectez les espaces de non-mixité et vous interrogez sur les questions de genre. Toujours nous voulons fermer les yeux, vous accorder notre confiance sur le plan du sexisme et croire que vous pourrez vous battre avec autant de force que nous contre le patriarcat. Et toujours, nous nous trompons. Vous êtes les plus dangereux, ceux auxquels on ne fait plus attention, ceux qui ont compris un tout et oublient, parfois, de se remettre en question.

Vous contrôlez votre langage, vous n'employez plus d'insultes putophobes, vous féminisez vos textes.

Vous reprenez vos copains quand ils se trouvent être oppressifs, vous laissez la parole aux groupes non-mixtes, vous ne vous opposez plus aux exclusions ou remise en question d'autres hommes aux comportements problématiques. Vous les approuvez même, parfois.

Vous lisez des brochures, parfois, et vous écoutez les critiques des filles quand elles vous trouvent virilistes.

Vous vous faites vos auto-critiques.

Mais il est trop facile de vous laisser reprendre de vieilles habitudes, de si petites choses qu'elles paraissent n'être rien. De si petites choses qu'en notre for intérieur, au moment de les contester, comme depuis notre naissance, nous nous demandons « est-ce que c'est moi qui en fait trop ? », « est-ce que c'est une question d'ego ? ». Nous sommes conditionnées à nous replacer selon notre « position de femme » et nous avons alors du mal à nous imposer face à vous, à nous trouver légitimes et à vous envoyer chier en vous faisant remarquer

vosre attitude malvenue ponctuée d'un trop plein de testostérone.

Quand, dans le cadre d'actions, d'ouverture de squatt, de préparation de manifs, vous formez des groupes masculins dans lesquels il semble impossible d'entrer ; que, physiquement, vous formez un cercle impénétrable de discussion. Quand nous avons l'impression que les plans secrets des actions ne sont dicibles qu'aux oreilles d'un autre mec, et que nous n'y aurons jamais accès. Quand nous nous proposons pour des actions qui nous tiennent à cœur et que nous sommes évincées sans savoir pourquoi ; que parfois, nous demandons pourquoi et que vous ne nous aviez même pas entendues, regardées, considérées et que pourtant nous nous souvenons clairement l'avoir dit plusieurs fois. Quand nous annonçons des nouvelles importantes en réunion, et que personne ne nous écoute ; quand vous répétez immédiatement ce que nous vous avons appris et que vous êtes, vous, écoutés. Quand vous balayez nos interventions par une autre sur un autre sujet, et que c'est comme si la nôtre n'avait jamais existé. Quand vous nous demandez cinq fois confirmation, ce qui nous fait systématiquement nous demander si vraiment, vous nous accordez votre confiance. Quand, enfin, pour trouver notre place parmi vous, nous reproduisons des schémas autoritaires qui auraient été qualifiés de virilistes s'ils avaient été appliqués par des hommes.

Bien sûr, qu'il y a une question d'ego. Mais votre ego, à vous, prend toute la place, tout le temps, depuis toujours dans nos vies. Nous avons le droit à un peu d'ego ; nous avons le droit à votre considération. Vous ne faites que savoir, vous ne faites que comprendre : vous ne ressentez pas. Vous ne ressentez pas la rage qui monte du fond de nos tripes quand on nous exclut pour le simple fait d'être une femme. Et nous ne réagissons pas, nous ne réagissons plus. Nous réagissons tous les jours depuis que nous avons décidé de combattre le sexisme mais avec vous nous ne réagissons plus, parce qu'il est difficile d'aller voir les gens qu'on aime pour leur dire « tu m'emmerdes ». Vous n'êtes pas des inconnus, nous vous considérons comme des alliés. Vous êtes nos amis, vous êtes nos proches. Et nous savons intérioriser, éponger, accumuler et passer au-dessus mais il faut le dire : CA SUFFIT. Vous, les « Action Men », devez continuer à vous remettre en question à défaut de ressentir ce que nous ressentons et de vivre ce que nous vivons. Non, nous n'exagérons pas. Oui, il s'agit de virilisme et de sexisme. Non, il ne « suffit pas d'ouvrir sa gueule ». Non, ça n'est pas de notre faute si nous n'arrivons pas à vous le dire. Oui, nous vous l'avons déjà dit. Oui, nous vous le dirons encore. Non, vous n'êtes pas déconstruits.

Nous sommes nous-mêmes en pleine déconstruction, parce qu'il est plus que difficile de se défaire de tout ce que la société nous enseigne et ancre en nous, mais nous avons besoin de pouvoir être entendues. Nous avons besoin de ne pas avoir besoin de votre approbation pour nous sentir légitimes. Nous avons besoin que vous ne vous arrêtiez pas à la première étape et que vous continuiez de vous poser des questions autant sur le plan personnel que sur le plan militant.

Prenez les devants, remettez vous en question. Demandez à vos copines, à vos amantes, aux filles autour de vous, à celles qui vous écoutent, à celles qui vous rentrent dedans, à celles qui ne parlent pas trop, à vos amies, à celles que vous adorez, à celles que vous connaissez peu mais que vous aimeriez connaître ; demandez-leur à toutes, quand vous avez un doute, même infime, ou parfois quand vous n'avez pas de doute. Demandez-leur « j'ai été oppressif ? », « tu trouves que je suis parfois viriliste ? », « est-ce que tu t'es déjà sentie exclue à cause d'un de mes comportements ? ». Posez-vous ces questions, posez-leur ces questions. Continuez de lire des brochures. Continuez d'avoir des discussions. N'attendez pas que ces conversations viennent à vous, provoquez-les. Devenez vraiment nos alliés.

Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 7

Sallaumines (Pas-de-Calais) : Encore une histoire de caténares...

La Voix du Nord / lundi 28 mai 2018

Un acte de malveillance a été constaté au niveau du pont de Sallaumines sur le réseau SNCF : **une caténaire a été dégradée**. Une équipe se rend sur place pour retirer le matériel. Le trafic ferroviaire ne devrait pas être impacté.

Suite à [l'épisode de jeudi matin ayant entraîné la suppression de sept TER](#) et le détournement de trois, un nouvel acte de malveillance a été constaté ce lundi soir vers 18 h 30 sur le réseau SNCF. Le conducteur d'un

TER qui ne transportait pas d'usagers a remarqué **des dégradations au niveau d'une caténaire** au niveau du pont de Sallaumines. Le cheminot a néanmoins pu repérer le problème assez tôt pour s'arrêter à temps. [article payant]

Menton (Alpes-Maritimes) : Les trains bloqués... aussi pour les fans de Formule 1

France3 / samedi 26 mai 2018

Le pire a été évité ce matin au niveau de la gare de Menton. **Du ballast a été repéré en quantité sur les aiguilles, à la fois au niveau de la gare et sur les faisceaux de remisage des trains.**

Selon un communiqué de la SNCF, les premières investigations conduisent à un acte de malveillance, « portant atteinte à la sécurité des trains ».

La circulation des TER a été impactée pour les TER entre Vintimille et Nice entre 7h20 et 7h55, ce qui pénalise les voyageurs en ce week-end de Grand Prix de Monaco.

Contre l'isolement carcéral ! En solidarité avec Fabrice



Depuis six ans, l'administration pénitentiaire torture Fabrice Boromé à l'isolement. Le 21 juin, montrons notre solidarité envers Fabrice et opposons nous à cette torture qu'est l'isolement carcéral.

Depuis 2012, Fabrice Boromé subit l'enfermement dans les quartiers d'isolement des prisons en métropole. Depuis six ans, ses conditions de détention doivent être qualifiées de torture. Ce traitement inhumain a été mis en place par l'Administration Pénitentiaire après que Fabrice ait refusé de se soumettre à l'arbitraire carcéral qui lui interdisait d'assister à l'enterrement de son père en Guadeloupe. Depuis, Fabrice ne demande qu'une chose : être transféré en Guadeloupe auprès de ses proches. Face au silence de l'administration, il s'est révolté de nombreuses fois pour se faire entendre, notamment avec des prises d'otage. Alors qu'il était entré en prison pour une peine de huit ans, il a pris des rallonges de peines à la pelle, il a aujourd'hui encore trente ans à faire. C'est toujours la même chose avec l'administration pénitentiaire si tu refuses leur arbitraire, la répression est sans appel.

Enfermé et exilé de force en métropole Fabrice subit une double-peine, comme de nombreux autres détenu.e.s originaires des territoires qu'il est convenu d'appeler les "DOM-TOM". Outre la répression carcérale, leur situation révèle un des aspects de la domination coloniale que l'État français continue d'imposer aux populations de ces territoires. A l'isolement et très éloigné de ses proches, Fabrice n'a de contacts quasiment qu'avec les surveillants casqués...

Depuis un an, plusieurs articles de presse ont été écrits sur sa situation mais celle-ci n'a pas changé : la mesure d'isolement n'a jamais été levée. Au contraire, il a subi à St Maur et à Moulins des conditions extrêmement difficiles, dignes des anciens QHS (Quartiers de Haute Sécurité) soit-disant abolis (menottage systématique, escortes suréquipées et violentes, refus de le laisser voir le médecin ou l'aumônier dans des conditions décentes, repas jetés par la trappe...). Il y a quelques mois Fabrice refusait de sortir de la douche, demandant à la direction de respecter ses engagements pour son transfert. La seule réponse a été de lui envoyer les ERIS (le GIGN de la prison) qui ont balancé une grenade assourdissante dans la douche de quelques mètres carrés. Ces violences de l'administration lui ont fait perdre l'ouïe d'une oreille.

L'isolement carcéral, véritable torture, a des conséquences très graves sur sa santé et son moral. Il a eu des attaques cardiaques, il se plaint de migraines permanentes, sa vue baisse, il s'exprime moins bien, il perd le goût de vivre... Ces agissements ignobles sont validés par le ministère de la Justice et des médecins complices.

Le directeur de la Maison Centrale de Moulins avait promis à Fabrice un transfert « en mars », puis « avant l'été » et maintenant il lui dit « dans l'été, pas avant septembre ». Ces mensonges, ces promesses non tenues entraînent de faux espoirs qui le détruisent encore plus.

Le directeur de la MC de Moulins a assuré à Fabrice qu'il serait transféré avant l'été. **C'est pourquoi nous appelons chacun et chacune à montrer sa solidarité avec Fabrice et tou.te.s ceux et celles qui sont au QI (Quartier d'isolement) contre leur volonté dès le début de l'été, si le 21 juin le transfert n'est pas mis en œuvre.**

Individuellement ou par groupes affinitaires, dehors ou dans les prisons, multiplions les prises de paroles, les actions de revendications et de soutien.

Nous ne les laisserons pas tuer Fabrice Boromé !

Des opposant(e)s à la prison et ami(e)s de Fabrice

Pour lui écrire :

Fabrice Boromé – n° d'écrou 15964 ;

Maison Centrale de Moulins – QI – les godets

03400 Yzeure

Théo, Bastien et Eleonora : Contrôle judiciaire levé

Ce matin, près de 300 personnes se sont réunies en solidarité avec les inculpé-e-s de la manifestation du 22 avril dernier. A l'issue de l'audience, il a décidé de la levée des contrôles judiciaires auxquels étaient soumis « les 3 de Briançon ». Ils seront jugés sur le fond le 8 novembre. Liberté pour toutes les prisonnières, les enfermés, les condamnés !

genève

Genève, Suisse : Les vitrines de boucherie continuent de tomber ...



Dans la nuit du 24 au 25 mai, deux commerces de l'exploitation animale ont de nouveau été attaqués dans Genève, cette fois à Carouge: la Boucherie-Charcuterie Boisson, à la place du Marché, ainsi que la boucherie chevaline du Vieux-Carouge, à la rue Saint-Victor, se sont faits briser leurs vitrines au pavé, l'une aux alentours de 2h du mat', l'autre vers 4h. Ces deux nouvelles attaques font suite à une [longue série d'actions similaires dans plusieurs quartiers de Genève.](#)

grenoble

Grenoble : Addition salée après l'occupation de la fac

Le Parisien / samedi 26 mai 2018

Le bâtiment des langues vivantes de l'université grenobloise a été saccagé pendant l'occupation des locaux par des étudiants opposés à la loi Vidal.

Des murs à poncer, des fenêtres, du mobilier et du matériel informatique à changer... L'université Grenoble Alpes (UGA) chiffre à **plus d'un million d'euros les dégradations** « spectaculaires » commises dans son centre de langues vivantes. Ce bâtiment a été occupé durant un mois et demi par des étudiants opposés à la loi Vidal.



Mercredi, les étudiants avaient voté la fin de l'occupation de l'ensemble des locaux paralysés depuis le 9 avril. L'université avait alors laissé aux occupants la possibilité de quitter les lieux jusqu'à jeudi 20 heures avant une intervention policière.

« Les personnels ont été sidérés de ce qu'ils ont découverts, vendredi matin, après le départ des opposants », a expliqué Patrick Levy, le président de l'université, dans un entretien au Dauphiné Libéré.

Outre les murs, les vitres et les sols, qui ont été recouverts de graffitis, les travaux de rénovation incluront aussi la toiture végétalisée du bâtiment dont l'étanchéité a été altérée. Selon le président de l'université, **une partie des dégradations a été commise dans le dernier jour et la dernière nuit de l'occupation.**

« Mais quand on voit l'ampleur des dégâts, on ne peut s'empêcher de penser qu'ils n'ont pu être causés en

l'espace de quelques heures», ajoute-t-il.

Par ailleurs, dans un local prêté à une association étudiante, les personnels ont également retrouvé des pierres, un stock de bombes de peinture, des pieds de biche et du matériel dérobé dans le laboratoire du centre de langues vivantes. La police judiciaire a été saisie de l'enquête.

L'université craint que ces dégâts ne puissent faire l'objet d'une prise en charge par les assurances. La direction va donc déposer plainte dès lundi une fois les dégâts chiffrés dans le détail. En avril, le président de Tolbiac avait aussi porté plainte pour « dégradations en réunion ».

La remise en état devrait durer plusieurs mois. Ce bâtiment ne devrait pas rouvrir ses portes avant le début de l'année 2019.

(repris de La rue ou rien)

hamilton

[Hamilton: The Tower is Moving! A Statement](#)

The post [Hamilton: The Tower is Moving! A Statement](#) appeared first on [It's Going Down](#).

The following statement from the Tower social center in Hamilton, Ontario discusses how they were forced out of their space by a collusion of police and far-Right forces. However, they are happy to announce that they will soon be moving into a new and larger space!

Over the course of the last few months The Tower has faced a fair number of challenges, to say the least! Today however, we are excited to announce that we are moving. We will be moving to a new larger location in order to continue to grow and expand our project of supporting organizing efforts in Hamilton and spreading anarchy.

Why are we leaving the space on Cannon St. that has served us so well? In the wake of a successful and well-attended Hamilton Anarchist Bookfair – that featured a full lineup of workshops, literature, discussion, art, movies, a community dinner, and kid's activities (many things took place that weekend aside from the so-called Locke St. Riot) – we have had to deal with ongoing targeting by the far-Right, state repression, community backlash, sensationalist media coverage, and a flood.

We've been targeted online, in person, and pretty much everywhere in between. Our space, as well as our homes, have been attacked, and we have faced a barrage of physical and sexual violence threats. We've had our windows smashed and our doors broken in. We've been called terrorists and referred to as a gang, and anarchism was talked about as a hate crime. We've dealt with physical confrontations with local fascists, and the arrest and imprisonment of a comrade and member of The Tower Collective. Following a particularly bad storm, the walls of our space literally began to crumble.

Political struggle is rarely easy and part of being anarchist means embracing conflict and uncertainty. And while these have been trying times, we have been repeatedly moved by all of the people defending the project online and in person, offering support, donating money, and helping us to hold-down the space. Without this kind of committed support and solidarity, autonomous projects like The Tower would not be possible.

During this period, we received an eviction notice from the landlord at our current location. He was concerned about the far-Right attacks on the space and wanted us out. We had put a lot of time and energy into improving and defending that space, and under no circumstances did we want to leave. We will never be intimidated or willingly pushed around by fascists. However, this situation was not just a matter of contending with the far right, but also with the police and the realities of capitalism. Our landlord made the decision to evict us at the urging of the Hamilton Police – they took the attacks on our space as an opportunity to reach out and strike fear into our landlord, telling him stories of nazi threats against The Tower and suggesting that no one in the building (including the residential tenants above us) would be safe as long as we were there. They explained

that although they were not investigating any of the threats further (and thus were not taking them seriously), it would be best if the landlord took them seriously.

Time and time again (remember the Patriot March on Locke St.), it is demonstrated that forces and interests of businesses, fascists, and the police go hand-in-hand. We want to make it clear, our eviction is the result of far-Right reactionaries and the police working in parallel, to target and demobilize our efforts to build power in the community and encourage decentralized resistance.

We remain as committed and uncompromising as ever, and are looking forward to starting a new chapter of the project.

The circumstances may not be of our choosing, but we are making the best of it! Effective immediately, we will be closing the doors at the Cannon St. location to allow us to move. Our new space (whose address will be officially announced at the end of the month) will open for June 1st, and boasts features like a barrier-free entrance to the main space, expanded print shop, several rooms, and more than 3X the space, among other things.

To everyone who contributed time and money to our renovation and repair efforts, we are so grateful for your contributions and want to assure you that the majority of additions we made to our space can and will be moved to the new location to provide a secure place to organize and grow. If you donated \$50+ to our recent Tower repairs funding drive, we will be organizing the shipping of poster rewards to all of you. We are sorry to keep you waiting, we have had a lot on our plate and appreciate all your patience.

Keep a look out for moving updates and a planned launch party for our new location. We look forward to seeing you all face to face soon!

Graffiti raises speculation about anarchism



via [The Hamilton Spectator](#)



Vandalism, in the form of graffiti scrawled on the fountain stones at Gage Park on Wednesday, are reviving speculation about the possibility of some kind of anarchist insurgency in the city.

The graffiti, in black, says: "Still hate: Capitalism Colonization Police." The scrawl also includes the anarchist symbol, a circle with an A in it and the crosspiece of the A going through the letter and the circle.

The incident, which has set off a chain of remarks on the social news aggregator Reddit and on other social media, comes not quite three months after the early March smashing of windows and setting off of firecrackers on Locke Street South, attributed to a group of black-clad, masked anti-gentrification protesters. They held a "We Are The Ungovernable" sign and were subsequently investigated for possible links to anarchism and anarchist groups.

Hamilton police were at Gage Park on Wednesday morning after getting a call from city staff about the "anarchist-themed" graffiti, said media relations officer Lorraine Edwards.

Edwards said two areas of the park were affected — one being the central fountain stairs, which had been spray-painted with the words, and two anarchist symbols.

Washrooms nearby also had an anarchist symbol and graffiti that said "Stoney Creek Rent Strike" and some profanity, added Edwards.

"We took pictures," she said. "We don't have suspects or witnesses.

"It's in a concealed area of trees and bushes ... (the culprits) would have been able to approach under the cover of trees, darkness and bushes."

However, the matter has been forwarded to the police hate crime unit for review, Edwards said.

Jasmine Graham, communications officer with the city's public works department, said the city would clean up the graffiti within 24 hours but did not say how much it would cost.

Lettre de Cedar sur les accusations de complot, la prison Barton et la solidarité

publié le mercredi 30 mai 2018 à 04:45 | . |



Premièrement, je vous remercie pour tous vos gestes de soutien et de solidarité. Pas facile de faire face à des accusations et à l'incarcération, mais ça fait toute une différence lorsque tu sais qu'il y a des gens derrière toi qui comprennent que ces attaques perpétrées par l'État s'inscrivent dans un contexte plus large de luttes pour la liberté et l'autonomie. En tant qu'anarchistes, nous faisons partie d'une longue tradition de courage face à la répression. Quand j'ai peur ou que je me sens triste, je pense au sourire édenté de Bakounine en Sibérie ou à l'inclinaison défiante du menton de Louise Michel devant ses juges, ou bien aux autres, innombrables, qui ont toujours refusé de céder leurs idées ou leur intégrité devant la violence de l'État.

Je ne vais pas entrer dans les détails de ce dont on m'accuse. Je dirai seulement que je m'en tiens à chaque mot que nous avons écrit dans la communiqué de The Tower début mars ([disponible en français ici](#), mais il faut descendre un peu pour le trouver). Cependant, je trouve utile de parler un peu de l'accusation la plus importante à laquelle je fais face, « Comploter un attroupement illégal masqué ».

Ce crime a été inventé par le gouvernement Harper, en 2013 suite à une initiative parlementaire de Blake Richards, député de Wild Rose. Il paraît que je serais la première personne accusée sous cette loi. L'infraction d'attroupement illégal masqué est une escalade majeure dans l'arsenal légal ciblant ceux et celles qui participent à des manifestations. Désormais, la loi criminalise non seulement des individus pour leurs actes, mais aussi tout un groupe pour les actes de chaque personne considérée comme faisant partie de ce groupe.

Il existait déjà d'autres lois sur les masques, surtout concernant le port de masque lors de la commission d'un délit, et elles sont tout autant de la grosse merde (solidarité aux deux personnes accusées sous cette loi lors d'une manif antifasciste à Québec à l'automne dernier et à P, accusé de déguisement dans un dessein criminel à Toronto). Mais cette nouvelle loi va encore plus loin et permet au procureur d'aller chercher jusqu'à dix ans fermes d'emprisonnement pour le port d'un masque dans un « attroupement illégal », lequel est défini comme une manifestation qui « fait craindre, pour des motifs raisonnables » la commission d'un délit.

Grosso modo, c'est ça l'argument dont l'État américain s'est servi contre les premiers défenseurs dans l'affaire du J20, cet hiver. Suite à une arrestation de masse à l'inauguration de Trump, 200 personnes faisaient face à des accusations pour avoir porté des masques et s'être réunies-es dans le même endroit, à la même heure. Heureusement, ce premier groupe a été innocenté et l'État a ensuite abandonné les accusations contre 129 autres personnes. Le juge était d'avis que le fait d'être présent à une manifestation et de porter un masque ne rend pas responsable des actions d'autres personnes masquées.

L'accusation d'« attroupement illégal masqué » est déjà assez large , mais si on y ajoute « complot », elle devient carrément floue et d'autant plus dangereuse. Avec cette accusation étrange, l'État cherche à rendre criminels, de manière rétroactive, des actes qui seraient autrement légaux (comme organiser une manif, ce que j'ai aidé à faire au moins 80 fois à Hamilton) si la manif a éventuellement été déclarée illégale.

Je ne veux pas trop m'attarder sur la loi, car je ne cherche pas à susciter une indignation quelconque contre ce nouvel excès de la part de la police et du procureur. Ces institutions vont bien évidemment se servir de toutes les armes qui sont à leur disposition pour s'en prendre aux anarchistes et à tous ceux et toutes celles qui menacent leur pouvoir de contrôler nos vies. Or, je trouve qu'il est tout de même important de regarder aux outils particuliers dont ils se servent pour pouvoir mieux se défendre. On développe ainsi une analyse qui pourrait être utile à d'autres personnes se trouvant ciblées de la même manière. En identifiant l'étrangeté de ces accusations, ce n'est pas du tout mon désir de créer une séparation entre les « bons-nes » manifestants-es, qui n'ont rien fait du tout, et les « mauvais-es », qui agissent de manière offensive dans la rue. Ces accusations de complot sont une arme spécifique de l'État, mais je m'opposerai également à toute forme de répression, peu importe le prétexte.

La répression contre les anarchistes à Hamilton n'a pas commencé avec la perquisition de notre maison. Pendant tout le mois précédant, nous avons eu l'immense plaisir d'assister au spectacle dégueulasse d'une coordination entre les commerçants, la police, et l'extrême droite, travaillant tous de concert pour s'attaquer aux anarchistes et à ceux et celles qui résistent contre la gentrification dans la ville. Après le bris de quelques vitres, les commerçants locaux se sont mis à proclamer leur statut de victime et à appeler à des représailles. Les mêmes groupes d'extrême droite qui ont organisé des rassemblements anti-migrants en ville se sont alors mobilisés pour soutenir les commerçants, un soutien que ces derniers n'ont pas refusé. Et face à la pression d'agir, la police est descendue avec des accusations bizarres. Il y a de bons textes ([celui-ci](#) et [celui-là](#), tous les deux en anglais) qui circulent à propos de cette coordination entre le business, les fachos et la flicaille en défense une vision de la ville selon laquelle rien n'est plus important que la propriété des riches. J'ai hâte de voir ces conversations se poursuivre dans les mois et les années à venir.

J'ai dû passer environ 40 jours dans la prison Barton, car on avait refusé de me libérer sous caution - la seule chose exceptionnelle dans cette expérience c'est qu'on me l'ait accordé plus tard. Environ les deux tiers des personnes incarcérées en Ontario le sont en attente de leur procès (ce qui prend d'habitude environ un an). À Barton, tout le monde se trouve dans cette situation, car les prisonniers et les prisonnières sont transférés-es ailleurs une fois condamnés-es. Les prisonniers et prisonnières de Barton ont suivi de près l'enquête sur les nombreuses personnes mortes entre les murs de cette prison ils et elles ont réagi aux histoires de gens qu'ils et elles connaissaient et ont partagé la tristesse des familles qui témoignaient. Vues depuis l'intérieur des murs, les présuppositions et les conclusions de l'enquête la rendent irrémédiablement déficiente, car elle ignore une vérité fondamentale : ceux et celles qui meurent en prison meurent parce qu'ils sont en prison.

La cause de la mort, au niveau physique, pourrait bien être un surdose de drogue, mais on ne peut pas se limiter à constater la présence de drogues, sans considérer que dans une cage construite pour une seule personne, il y en a trois d'enfermées, dépouillées de leur dignité et de toute sécurité. Peut-on penser à séparer la drogue du désespoir et des traumatismes, du fait que pour assister à nos audiences au tribunal, il faut subir des agressions sexuelles à répétition aux mains des gardiens (qu'ils nomment fouilles à nu) ? Et face à ces morts, la réponse des gardiens est de réclamer davantage de pouvoir sur le corps des détenus-es. Ainsi, en plus des deux fouilles à nu et de la palpation, on se fait maintenant aussi radiographier le bassin.

Ces actes violents sont des violations intenses qui contribuent à la dépression, qui nous font perdre notre motivation à assister au tribunal et à participer à notre défense, et qui ne font pratiquement rien pour empêcher les morts. Que ces formes de violences soient devenues si banales parmi les gardiens ne nous permet pas de les accepter au nom de la « justice ». Peut-on vraiment faire une séparation entre toute la violence de la prison Barton et les fois où des gens meurent entre ses murs ? Comme si on pouvait simplement ignorer les horreurs qui n'arrêtent pas le battement d'un cœur...

La prison cause beaucoup plus de problèmes qu'elle n'en résout et nous serions mieux sans elle. Contre la prison et le monde qui en a besoin et solidarité à tous les prisonniers et à toutes les prisonnières, surtout à Barton.

La justice avance lentement et il faut que nous attendions au moins un an avant que l'État ne doive présenter ses arguments. Entre temps, je suis assignée à résidence et banni de Hamilton, interdite « d'assister ou d'organiser toute manifestation ou rassemblement ». Mais rien ne cesse et rien ne change, toutes les luttes que nous partageons continueront. Je remercie ceux et celles qui savent que face à la répression, on n'assure pas de sécurité en prenant ses distances, mais en s'impliquant davantage - montrez de la solidarité, soutenez les gens ciblés, continuez d'organiser et de mettre en avant vos idées, gardez les projets en vie et trouvez des manières de faire avancer les choses.

Je veux exprimer ma solidarité avec les défenseurs-euses restants-es du J20*, accusés-es d'avoir agi en opposition à l'inauguration de Trump et à l'institution de la présidence. Un procès pour quatre d'entre eux et elles est en cours et deux autres procès vont commencer dans les prochaines semaines. Accusés-es d'avoir organisé la manif, d'y avoir participé, ou d'actes concrets dans la rue, ils et elles méritent tout notre soutien et toute notre solidarité.

Solidarité aussi à tous ceux et toutes celles, sur le territoire français, qui défendent la ZAD de NDDL comme zone libre de toute autorité, ainsi qu'avec les anarchistes arrêtés-es en mars, à Limoges et Ambert. Une pensée également pour Krem et les autres emprisonnés pour la même affaire.

Le 11 juin arrive bientôt, jour de solidarité avec les prisonniers et prisonnières anarchistes purgeant des peines de longue. Consultez <https://june11.noblogs.org>* pour une liste de prisonniers et de prisonnières, ainsi que pour trouver un événement près de chez vous.

Comme je ne crois pas que les idées ou les actes aient besoin d'être signées d'un nom pour avoir de la valeur, je ne vais pas publier d'autres lettres, à moins que quelque chose ne change. Si vous désirez des mises à jour sur cette affaire et sur d'autres ayant lieu dans la région, vous pouvez visiter le site web de Hamilton Anarchist Support*.

Liberté pour tous et pour toutes,

-cedar

*Ces trois sites ne sont malheureusement qu'en anglais

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

indre

[Issoudun \(Indre\) : La maison du maire prise pour cible](#)

Le Parisien / mardi 29 mai 2018

[...]« **Un coup de feu a été tiré sur mon domicile.** On n'a pas tiré sur un mur, mais sur une pièce à vivre. » André Laignel, le maire socialiste d'Issoudun (Indre), a révélé ce mardi que sa maison avait été visée par un tir. « La balle a traversé le double vitrage et terminé sa course dans ma salle à manger », explique-t-il dans sa déclaration.

André Laignel, également vice-président de l'Association des maires de France (AMF), évoque **des incendies de voiture survenus dans la nuit du 23 au 24 mai sur sa commune.** France 3 rappelle que dans ce dossier, deux jeunes majeurs ont été remis en liberté après leur garde à vue sans qu'aucune charge ne soit retenue. [...] Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, lui a apporté son soutien. « Menacer par le feu un élu, c'est menacer la République toute entière » [*précisément...*; *NdAtt.*], écrit-il sur Twitter.

This entry was posted in [Antiélectoral](#) and tagged [André Laignel](#), [Indre](#), [Issoudun](#), [PS](#). Bookmark the [permalink](#).

italie

Roverè della Luna (Italie) : Des véhicules de l'armée incendiés

Round Robin / lundi 25 mai 2018

Les médias relatent l'incendie d'un camion toupie et de sept autres véhicules, dans l'enceinte de la caserne de Roverè della Luna [dans la région de Trento; NdAtt.], utilisée comme stand de tir et centre d'entraînement par le Genio Guastatori [un corps militaire spécialisé dans la démolition de bâtiments et d'infrastructures, en véhicules blindés ,dans l'utilisation d'explosifs, etc. NdAtt.]. Pour l'instant il n'y a pas de revendication.



NdAtt. : toujours selon les médias, l'action a eu lieu dans la nuit entre samedi et dimanche. Un journal (le « Trentino » du 29 mai) parle de 9 véhicules incendiés (directement, pas par propagation des flammes) et d'une revendication anarchiste...

This entry was posted in [Antimilitarisme](#) and tagged [Armée](#), [Italie](#), [Roverè della Luna](#). Bookmark the [permalink](#).

louvain

Louvain, Belgique : Incendie d'un véhicule de campagne du parti nationaliste N-VA – 24 mai 2018

Dans la nuit du mercredi 23 à jeudi 24 mai à Louvain, une caravane de campagne électorale de la N-VA a été volontairement incendiée. Le parquet a confirmé, jeudi, le caractère intentionnel de l'incendie, le feu ayant été bouté à l'un des pneus.

La *Nieuw-Vlaamse Alliantie* (ce qui signifie en français, Alliance néo-flamande) est un parti nationaliste réputé pour ses discours racistes et ses fortes accointances avec l'autre parti nationaliste, le *Vlaams Belang*.

[Reformulé de la presse belge, 24 mai 2018]

lyon

Convergence des luttes ? Réflexions à partir de tentatives lyonnaises

Aujourd'hui, tout le monde ressent la nécessité d'une véritable convergence des luttes en réponse à une segmentation et à une parcellisation des fronts mais aussi par rapport à l'usure des modes d'action ritualisés. Entre le corporatisme syndical et les clivages idéologiques des groupuscules, chacun semble craindre d'y perdre son âme ou son identité militante. Ce qui s'exprime par la volonté de faire l'unité autour de soi ou de son cercle d'appartenance pour pouvoir garder le contrôle.

La recherche d'unité dans le respect de la diversité n'est-elle qu'une vision de l'esprit ou peut-elle se traduire en actes ?

Dans le contexte des luttes lyonnaises contre les réformes Macron, on assiste depuis quelque temps à une volonté manifeste de sortir de son cercle comme le décrit très bien l'article intitulé "[On lutte ensemble ,on marche ensemble](#)".

Mais la question de la convergence ne se limite pas à des échanges de moyens et des questions de placement dans les manifs, mais plutôt à la question du SENS de nos luttes et à la question du pourquoi nous nous battons. Si la convergence n'est pas une simple juxtaposition des discours des luttes entre elles, c'est plutôt dans ce qui les relie et fait résonance qu'elles peuvent trouver un langage commun contre la "marchandisation" des secteurs de la vie sociale (santé, éducation, transports) ou encore contre les rapports de domination sous toutes leurs formes.

Dépasser les particularismes de chaque lutte, ce n'est pas nier la légitimité et la diversité de leurs revendications mais c'est trouver ce langage commun sans uniformisation du discours. La revendication des étudiants en 68 de la mixité dans l'accès aux résidences universitaires du campus de Nanterre serait resté bien singulière si elle n'avait pas fait résonance avec un profond désir de libération par rapport au poids du conservatisme et des tabous de l'époque. C'est quelque part la transgression joyeuse et positive de ces interdits qui a entraîné une réaction en chaîne dans tous les secteurs de la société, y compris chez les ouvriers transgressant la sacro-sainte autorité des patrons et des "petits chefs".

Peut être faut-il s'arrêter de penser la convergence dans un schéma de permanence ou de vouloir l'institutionnaliser.

L'impasse et l'opportunité des luttes actuelles, c'est que le gouvernement en fait un enjeu de pouvoir sans réelle volonté de négociation sur ses réformes. Ce qui ne laisse pas d'autre alternative que de radicaliser le conflit en trouvant son expression politique à travers un grand élan de "dégagisme". Les stratégies syndicales de recherche de compromis ne fonctionnent plus face à un pouvoir qui veut nous contraindre à un virage de société dont nous ne voulons pas.

S'enfermer dans une lutte "défensive des acquis" de manière sectorielle n'a plus de sens dès lors qu'elle ne serait que conservatrice de l'existant et non pas émancipatrice d'un monde dont nous ne voulons plus. Défendre le "service public" dans sa forme actuelle sans remettre en cause les pratiques mercantiles et les logiques gestionnaires de l'Etat-Patron largement compromis dans l'économie de marché, ce serait se contenter du peu au lieu de vouloir le plus.

Le paradoxe des luttes défensives, c'est de lutter pour confirmer le modèle existant et non pour le remettre en cause et, par là, elles mettent dans l'impasse et divisent ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'idéal du

fonctionnariat ou assimilés. Sans négliger le fait qu'une masse d'exclus et de précaires aimeraient bien profiter de la sécurité de ce statut, alors qu'aujourd'hui ils sont soit laissés pour compte soit exploités comme prestataires de service par ce même Etat.

Ainsi, tant qu'on tiendra un discours sur la "croissance économique" et sur "l'augmentation du point d'indice", on restera dans la même logique : celle de l'illusion d'un "bonheur consumériste" au prix de la soumission à la routine du quotidien, à la hiérarchie au travail, aux dictats de l'économie marchande.

La question aujourd'hui est de savoir pourquoi nous nous battons, la motivation de nos engagements, pour quoi nous sommes prêts à prendre des risques ? Cherchons nous une "cause" à défendre dans le grand catalogue des luttes dans un rapport d'extériorité aliénant ou sommes nous au centre de notre lutte ?

Toutes les revendications qui nous enferment dans une identité de « travailleur » de « producteur de valeur », de « citoyen » de « chômeur » ou « d'immigré » seront forcément parcellaires et limitées par rapport aux désirs d'émancipation des individu(e)s.

Logiques d'intérêt et logiques de valeurs ne sont pas toujours compatibles. Si un étudiant lambda a intérêt à passer ses partiels pour ne pas perdre son année, comment accepter de le faire sous protection de la police avec la complicité des enseignants ?

Il ne peut rétablir l'équilibre et la cohérence avec les valeurs humanistes que les profs lui ont inculqué qu'en appelant profs et étudiants au blocage et au sabotage de ces partiels, non pas pour nier l'enjeu qu'ils représentent, mais pour le respect et la dignité d'une institution qui refuse d'être policée. Rappelons que c'est par rapport à ce « viol symbolique d'un sanctuaire du savoir » que l'évacuation de la Sorbonne en 68 a déclenché l'émeute au Quartier Latin.

C'est aussi une lutte contre nous mêmes que nous menons, contre la part de normes et de limites que nous avons intégré, et reconnaître un tant soit peu de légitimité à ceux qui nous oppriment c'est déjà accepter de subir. Ceux qui attendraient d'être "autorisés" à changer le Monde devraient reprendre leurs livres d'histoire.

Ce qui freine la mise en mouvement vers la transgression, c'est l'incohérence schizophrénique entre ce que veut l'individu-citoyen "contre l'ubérisation des services" et la déréglementation et ce que veut le consommateur à la recherche du "low cost" quel qu'en soit le coût social, humain et environnemental. L'asservissement aux fausses promesses de bonheur dans le consumérisme est source d'inertie et entretient la peur de manquer dans une société d'abondance de biens matériels et la pauvreté des rapports sociaux.

Les discours populistes et manichéens sur les inégalités entre les riches et les pauvres (il est vrai que les écarts n'ont jamais été aussi importants) ne semblent plus mobilisateurs parce qu'ils ne traduisent pas la complexité d'une société où on peut toujours trouver plus riche ou plus pauvre que soi, jusqu'à ceux qui n'ont même pas le minimum vital. Cette vision simplificatrice évite de se poser la question de savoir de quoi sommes nous pauvres et de quoi nous souhaitons être riches. L'existence d'une multitude de sphères d'intérêt en tension dans les strates de la société post-industrielle rend problématique l'identification à un "prolétariat" (surtout avec l'extinction de la classe ouvrière) dans un contexte d'embourgeoisement des classes moyennes et de paupérisation des déclassés ou exclus.

Le système capitaliste entretenant fortement l'insécurité et l'incertitude sur l'emploi (légalisée par les dernières réformes du Code du Travail) de manière à s'assurer la docilité et la complicité de ses serviteurs plus ou moins dupes du chantage.

Dans ce contexte, c'est la peur qui nous gouverne : peur du chômage et de l'exclusion, peur des petits chefs et des patrons, peur de se faire mal voir des autres, peur de ne pas faire ce qu'il faut, peur de ne pas correspondre à la norme sociale et de se démarquer, peur de perdre le peu qu'on a.

Nous ne voulons plus d'un monde « ou tout est permis mais rien n'est possible ».

La ZAD de NDDL est exemplaire à ce titre car, au-delà de l'objectif défensif d'empêcher la construction de l'aéroport, elle a occupé un territoire pour vivre autre chose, générer des rapports sociaux différents à travers une relation au travail et à la production qui ne relève pas du système actuel. C'est contre ce projet là que

l'armée est intervenue avec une telle violence, parce que cette lutte renvoie à tous le message qu'on peut fonctionner autrement.

Si la répression est si violente, c'est parce les zadistes transgressent les piliers du capitalisme : la propriété privée, l'argent et le salariat.

Cela doit nous inspirer pour que les occupations se multiplient dans les entreprises, dans les facs dans les hôpitaux, dans la rue et que la libération de ces espaces devienne des ZAP (Zones à Projets) pour la construction d'autres rapports sociaux au delà des logiques de défiance et de concurrence, au travail ou à l'université, pour la construction d'un autre service public, d'un autre rapport au savoir et à la santé, aux autres etc....

Aujourd'hui, si nous sommes déterminés à résister aux "ordonnances Macron" et que nous n'avons pas le pouvoir politique de le faire nous pouvons inciter au sabotage de leur mise en œuvre.

C'est la que nos « fonctionnaires », ou agents censés appliquer ces lois, doivent faire preuve de "désobéissance civile" pour ne pas participer à ces politiques d'exclusion, refuser des directives inhumaines, par exemple sur les traitements indignes infligés aux migrants mineurs ou majeurs par les agents de la Métropole et de la Préfecture. Pour les travailleurs sociaux et les associations humanitaires refuser d'être complices du tri sélectif des familles et de leur mise à la rue, dans les hôpitaux refuser le signalement des sans papiers, pour les agents du gaz ou de l'électricité refuser les coupures de flux et rétablissement du service auprès des plus démunis, pour les contrôleurs des transports urbains ou ferroviaires refuser de pénaliser les plus démunis, organiser des journées nationales de gratuité des transports ou des péages, pour les profs refuser le tri sélectif des dossiers au lycée ou à l'université, pour tous occuper les locaux publics inoccupés pour loger migrants et sans abris, occuper les espaces destinés à des projets inutiles et imposés, occuper l'espace public pour des assemblées de lutte et à des fins festives, boycott collectif et ciblé de la consommation... Liste non exhaustive qui consiste à prendre au lieu de demander en longs cortèges de revendications qui ne sont plus entendus.

Voilà des initiatives individuelles irrécupérables déjà à l'œuvre qui relèvent de "l'objection de conscience", de la propagande par le fait" et de l'insoumission qui peuvent très vite entraîner une "désobéissance civile collective".

Voilà quelques pistes pour reprendre la main sur l'histoire.

Rappelons-nous comment, en 1955, Rosa Parks, femme noire américaine, en refusant de céder sa place dans un bus à un blanc, permit à des millions de noirs américains de se lever contre l'apartheid.

Contribution anonyme

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Lyon, France : Attaque des locaux de Vinci, sous-traitant de l'enfermement des étranger.e.s – 29 mai 2018

À Villeurbanne, dans la nuit du 28 au 29 mai, l'agence Vinci immobilière, située sur le cours Émile Zola a été prise pour cible: la façade a été taguée et recouverte de peinture rouge.

Des affiches (cf ci-dessous) ont été placardées sur la porte d'entrée, afin d'expliquer les multiples raisons de cette visite et de mettre au grand jour la « collaboration [de Vinci] dans le financement, la construction, et les services apportés dans les CRA [les centres de rétention administrative] au travers de ses nombreuses filiales ».

La multinationale du bâtiment a annoncé avoir déposé plainte.



[Reformulé de la presse locale, mardi 29 mai 2018]

Semaine d'action contre les centres de rétention



En écho à la décision de la coordination nationale de solidarité avec les migrant-e-s de Lyon du 24-25 mars, nous avons décidé par cette action de visibiliser les entreprises privées (dont beaucoup sont des multinationales bien connues) ou associations qui participent de près ou de loin au bon fonctionnement des centres de rétention (construction, rénovation, hôtelleries, restauration, entretien, etc.).

- **Action contre Air fRance, rouage de la machine à expulser**

Comme d'autres compagnies aériennes européennes (British Airways, Iberia, KLM, Lufthansa), Air fRance joue son rôle de collabo dans la déportation d'étrangers depuis des années. Et même, selon une hôtesse de l'entreprise à qui il est signalé que personne ne sait ce que deviennent les expulsés une fois débarqués, elle ajoute : « *Oui, je sais, nous renvoyons aussi des personnes dans des pays où ils risquent la peine de mort* ». (Source : <https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/250112/air-france-expulse-sans-resistance>)



Cette entreprise s'est faite entendre récemment sur son refus d'appliquer la nouvelle loi qui l'oblige de sous-traiter les expulsions à l'aide de compagnies de sécurité privées. Mais qu'on ne s'y trompe pas, sa réaction est motivée par des raisons économiques liée au coût de ces opérations. Et pour s'en prémunir l'entreprise argue que c'est à l'État de se charger des expulsions et invite la PAF à faire son travail. Air fRance réaffirme ainsi tout son accord avec ces pratiques dégueulasses qui ne la dérangent pas du tout, tant qu'elle n'a pas à les payer. (Source : <https://www.streetpress.com/sujet/1511865886-etat-privatise-expulsions-sans-papiers>)



- #

Action contre la société de nettoyage ONET

La société de nettoyage ONET détient le marché de l'hôtellerie, la restauration, l'hygiène des locaux et des personnes dans plusieurs Centre de Rétention Administrative français (dont celui de Lyon Saint-Exupéry)

En novembre 2017, près d'une centaine de salarié.e.s de ce géant du nettoyage avaient mené une grève de plusieurs semaines pour dénoncer leurs conditions de travail indignes. Nous saluons la détermination de ces grévistes et leurs assurons tout notre soutien.

Avec un chiffre d'affaire de 1.9 milliards d'euros en 2017, ONET fait son beurre sur l'exploitation de travailleuses et travailleurs précaires tout en participant à la machine à expulser.

Détruire des vies humaines n'est pas un business, c'est un crime !

Sabotons leur machine de mort !

Sans elles, pas de centre de rétention (CRA). Ces dernières sont le rouage indispensable du bon fonctionnement de la machine à expulser, machine qui broie en France des dizaines de milliers de vies chaque année. Tout dernièrement, la loi asile-immigration compte prolonger l'enfermement sans jugement des migrant-e-s de 45 à 90 jours. Elle va créer des milliers de sans-papiers supplémentaires chaque année, et remplir les CRA. Notre action s'inscrit aujourd'hui dans la lutte pour la destruction des centres de rétention, pour le retrait de la loi asile-immigration et de toutes les lois racistes, pour la liberté de circulation et d'installation de chacun-e, pour l'abolition des frontières et du capitalisme.

Nous appelons à multiplier ces initiatives aussi longtemps que cela sera nécessaire !

marseille

Massilia Antifascista

#NikTonBastionGame ! Petit retour sur la manif de ce samedi 26 mai, et de l'action antifasciste qui l'a suivi.

#NikTonBastionGame ! Petit retour sur la manif de ce samedi 26 mai, et de l'action antifasciste qui l'a suivi.

Mise à jour du dimanche 27 :

Sur les trois interpellés, un serait toujours en garde-à-vue, les deux autres ont été relâchés, dont un au moins avec une date de procès.

Un vent joyeux s'est emparé du traditionnel parcours Vieux-Port Castellane ce samedi 26 mai, bien décidé à créer quelques vagues sur la "Marée Populaire." Dès le départ, le cortège de tête est rejoint par un cortège étudiant et lycéen survolté, et c'est en échangeant chants et slogans dans la bonne humeur que la manif se lance sur Canebière.

Le parcours se déroule sans heurt jusqu'à Castellane, ponctué de quelques lancés de pétards et d'œufs de peinture, et d'invectives envers les BACeux qui flanquent le cortège. Quelques piques visant l'UNsoumis-chef parachuté qui parade derrière se mêlent aux slogans, enfin libres des déprimantes sono syndicales.

Après un temps d'attente à Castellane, le cortège de tête part en sauvage sur la rue de Rome, suivi par une partie du cortège de Sud-Solidaires. Il tourne le dos aux robocops qui protègent le Front National, passe sans ralentir devant ceux qui montent la garde devant la Préfecture, et soudain s'élance à gauche sur la rue Grignan en direction de sa cible : le Bastion Social.

D'un pas vif, rythmé au son des « Massilia, massilia, antifascista ! » et autres slogans antifascistes le cortège atteint la place de la Corderie, à l'angle du local du Bastion, au moment où les CRS sortent de leurs camions. Des BACeux sont déjà présent devant le local, la manif est arrivée une minute trop tard. Quatre banderoles s'élancent tout de même, deux pour contenir les CRS, deux pour tenter de descendre la rue du Fort Notre Dame. Las, elles n'arrivent pas à créer l'espace nécessaire, sont repoussées dos à dos à coup de tonfa et de gazeuses, et doivent se replier.

Après quelques hésitations la manif descend vers le Vieux-Port, suivie par les flics sous les regards interloqués des touristes. Alors qu'elle tente de se disperser le long des quais, les flics surgissent matraques en voltigeuses, poussant un jeune dans le Port (il sera arrêté par la suite), et brutalisant à tour de bras. Quelques minutes plus tard, deux autres personnes sont interpellés séparément sur la Canebière.

Une fois de plus la police s'est fait le chien de garde hargneux des fachos.

L'objectif de cette sauvage ne fut certes pas atteint, cela en reste un beau moment collectif à renouveler. On vous invite à en faire le bilan, à en discuter et à s'organiser pour en finir avec les fachos dans nos quartiers !

nantes

26 mai à Nantes : Foule et colère contre Macron et son monde



publié le lundi 28 mai 2018 à 13:27 | **Nantes Révoltée** |

Samedi 26 mai. Il fait très chaud à Nantes, c'est bientôt l'été. Depuis des mois, Macron frappe sur tous les fronts, dans une véritable épopée Thatchérienne, répondant à chaque mobilisation par une violence implacable et une arrogance sans nom. Et, alors que la grève des cheminots est l'une des plus longues connues à la SNCF, et qu'un mouvement étudiant massif et déterminé agite les universités depuis le mois de février, le

gouvernement ne semble pas vaciller : pour l'instant les colères ne se sont pas rencontrées de manière effective pour paralyser le pays, pour mettre en échec le gouvernement.

Cette journée est donc l'occasion de voir défiler ensemble les forces vives des luttes en cours. Une expérience déjà tentée avec succès à Nantes au début du mois d'avril, lorsque le mouvement montait en puissance. Mais qui n'avait pas été reprise dans les autres villes.

Au miroir d'eau, des milliers de personnes s'élancent autour de 15H, après avoir pic-niqué et discuté. En tête, un grand cortège tonique et coloré, composé essentiellement par la jeunesse étudiante et lycéenne. Des drapeaux rouges et noirs à l'avant rappellent la journée du 24 mai 1968, paroxysme de la révolte de Mai. On y retrouve les ambiances de fête et de révolte qui ont peut-être manqué ces dernières semaines. La musique, la peinture et les slogans sont au rendez-vous. Beaucoup de personnes sont gantées en rouge, et lèvent les bras en soutien à Maxime, dont la main droite a été volée par une grenade explosive de la gendarmerie. De nombreux slogans au mégaphone comme sur les murs s'en prennent à la violence d'État. A la préfecture, un point de tension se fige devant le canon à eau. Vu la chaleur, les manifestants ne sont pas gênés par le rafraîchissement, alors que les CRS, qui tirent des grenades lacrymogènes, sont pris sous une pluie de projectiles les plus variés : peinture, fumigènes, papier toilette, branches ... Ambiance plutôt ludique et participative. La suite du défilé sur le cours des 50 Otages est sur le même ton : tags et escarmouches avec les policiers qui s'approchent trop du cortège. Des jeunes facétieux allument des barricades, qui seront éteintes par des citoyens vigilants de l'arrière de la manifestation. Place du Cirque, les directions syndicales tentent désespérément de reprendre la main en bloquant toute la manifestation. Certains chefs hurlent sur les jeunes. Ils sont dépassés, impuissants, par des centaines de personnes très variées, de tous les âges et de toutes les organisations. Sans haine ni violence mais avec un certain dédain.

Le défilé continue jusqu'au miroir d'eau, où il avait démarré. Un cri : « toutes et tous au CHU ! » pour aller manifester devant l'hôpital où se trouve Maxime, pour lui crier le soutien des nantaises et des nantais. Mais la police a décidé de faire barrage à cette solidarité qui s'imposait pourtant comme une évidence : une immense ligne de gendarmes gaze et charge au corps à corps celles et ceux qui tentent de passer. Pire, un groupuscule de fascistes avinés de « Touche pas à mon centre-ville », situé juste derrière les gendarmes, s'amuse à jeter des cailloux et des bouteilles en verre sur les manifestants ! Les gendarmes gazent à nouveau quand on leur demande des explications. Les fascistes ont toujours été des auxiliaires de police, c'est désormais assumé au grand jour.

Dans le même temps, les communicants de la police twittent en temps réel, fièrement : « dispersion du cortège au niveau du miroir d'eau à #Nantes. Barrage pour empêcher des manifestants hostiles de se rendre au @CHUnantes en soutien au blessé de la #ZAD. » Comble de la lâcheté et de l'obscénité numérique. Et au même moment, Nantes Métropole organise une « performance » subventionnée par plusieurs dizaines de milliers d'euros sur Mai 68, sur la Place Royale. Alors que l'odeur des gaz envahit les rues. L'époque est décidément orwellienne.

Après une série de charges bien vénéralisées à grand coups de gaz et de matraques, les plus déterminé-e-s dansent sur les pelouses autour d'une sono. 3 interpellations sont à déplorer.

Cette journée aura mis 8000 personnes dans la rue, dont plusieurs centaines dans le cortège de tête. Pas encore de quoi faire trembler Macron, mais assez pour reprendre de la force et de l'enthousiasme dans une période difficile. La lutte continue !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

[Qu'est-ce qu'il s'est passé au tribunal de Nantes en mai 2018 ?](#)

On a assisté à 20 procès depuis le 9 mai (pour la situation en avril, voir :

<https://nantes.indymedia.org/articles/40998>), qui faisaient suite à des arrestations sur la zad en avril et mai, ou pendant les manif à Nantes en avril.

Pour exemple, voici un compte-rendu d'un des procès du mois : <https://nantes.indymedia.org/articles/41617>

Pendant ces 20 procès, une personne a été relaxée mais le procureur a fait appel. Trois personnes ont été condamnées à des interdictions de séjour en Loire-Atlantique pour des durées de 2 à 5 ans. Il y a eu de nombreuses condamnations à des amendes et des dommages et intérêts aux flics, ça s'élève à plusieurs milliers d'euros...

Plusieurs personnes étaient en contrôle judiciaire en attendant leur procès, trois personnes étaient en prison (en préventive) en attendant leur procès.

Cinq peines de prison ferme ont été prononcées (1mois + 12 mois + 4 + 2 + 2)

Aujourd'hui cinq personnes sont en prison par rapport à la zad et manifs à nantes.

Si vous voulez écrire aux prisonniers qui n'ont pas leur nom+numéro d'écrou publiés, vous pouvez nous envoyer des courriers et on les transfère vers la prison. Notre adresse :

Comité de soutien aux inculpé.e.s

les rochettes

44360 Vigneux de bretagne

Vous pouvez aussi nous envoyer à cette adresse des chèques et de l'argent pour soutenir les personnes touchées par la répression.

Sinon vous pouvez écrire directement à Jibé qui a été condamné à 12 mois de prison (arrêté sur la zad le 15 avril). Adresse :

Centre pénitentiaire de nantes

Jean baptiste Grondein écrou66771

rue de la mainguais

44300 nantes

(vous pouvez mettre notre adresse en expéditeur, utilisez un pseudo dans votre courrier, et prenez contact avec nous pour récupérer les possibles courriers en réponse)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

paris

[Manifestation contre la loi asile-immigration le 2 juin](#)

A l'appel des collectifs de sans-papiers et migrantEs, plus de 70 collectifs et comités de solidarité, de collectifs de familles victimes des violences policières, d'associations, de syndicats et d'organisations appellent à manifester le 2 juin pour imposer le retrait de cette loi raciste et liberticide avant son passage au Sénat.

Le projet de loi asile-immigration de Collomb et Macron a été voté à l'Assemblée nationale.

Pour être adopté il doit aussi être voté en juin par le Sénat.

Il faut imposer le retrait de cette loi raciste et liberticide qui légitime encore plus la chasse aux étrangerEs, les contrôles policiers, les mesures d'enfermement, y compris pour les enfants, et les idées du Front National.

Les collectifs de sans-papiers de la région parisienne appellent tout le mouvement social à manifester à leurs côtés le samedi 2 juin de la place de la République au Sénat.

- Liberté de circulation et d'installation

- Stop Dublin, ni rétention, ni expulsions
- Régularisation de touTEs les sans-papiers

La manifestation sera rallié par le cortège [d'hommage à Clément Méric](#) à 14h à République.

**POUR LE RETRAIT DU PROJET
DE LOI ASILE IMMIGRATION**

مرحبا
**SAM.
02
JUIN**

Le projet de loi asile-immigration de Collomb et Macron a été voté à l'Assemblée nationale. Pour être adopté il doit aussi être voté en juin par le Sénat. Il faut imposer le retrait de cette loi raciste et liberticide qui légitime encore plus la chasse aux étrangerEs, les contrôles policiers, les mesures d'enfermement, y compris pour les enfants, et les idées du Front national. Les collectifs de sans-papiers de la région parisienne appellent tout le mouvement social à manifester à leurs côtés le samedi 2 juin de la place de la République au Sénat.

**MANIFESTATION
14H-RÉPUBLIQUE**

**+ LIBERTÉ DE CIRCULATION
ET D'INSTALLATION**

**+ STOP DUBLIN NI RÉTENTIONS
NI EXPULSIONS**

**+ RÉGULARISATION
DE TOU-TE-S LES SANS-PAPIERS**

POUR SIGNER L'APPEL : MARCHE.DES.SOLIDARITES@GMAIL.COM
FB [MARCHÉ DES SOLIDARITÉS](#) / [BLOGS.MEDIAPART.FR/MARCHE-DES-SOLIDARITES](https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites)

A l'appel de :

Coordination des Sans-Papiers de Paris (CSP75), Coordination de lutte pour les Sans-Papiers 93 (CSP 93), Collectif des Travailleurs Sans-Papiers de Vitry (CTSP 94), Collectif des Sans-Papiers Paris 20 (CSP Paris 20), Comité des Sans-papiers 59 (CSP 59), Collectif de soutien à la lutte des Sans-Papiers (CSP 95), Comité des Sans-Papiers de St Just (CSP 17-St Just), Collectif des Etudiant-e-s Sans-Papiers Paris 1 (CESP P1), Intégration 21, Droits Devant !!, CSP 92, Coalition Internationale des Sans-Papiers et Migrant-e-s (CISPM), Union Nationale des Sans-Papiers (UNSP), Coordination Nationale des Sans-Papiers (CNSP)

Parce que ça commence à l'école...

Rien à foutre de votre savoir, nous voulons le notre.
Retourner à l'école demain, subir l'autorité et la soumission,
Me menotter à cette chaise pour m'assainir de tout désir,
Écouter encore et encore la sempiternelle propagande.

Être gardés à vue par des surveillants, contempler des fenêtres,
Se laisser domestiquer par ceux qui souhaitent voir ce monde perdurer ainsi,
C'est fini.

Si les écoles ressemblent tant aux prisons,
Si les profs ressemblent tant aux matons,
C'est que le monde n'est qu'une prison à ciel ouvert.

Abattre les murs de la prison-école
c'est abattre un peu des murs de la prison sociale
C'est reprendre à l'autorité un peu de la dignité qu'elle nous arrache quotidiennement

...COMMENCE PAR CRAMER TON ÉCOLE

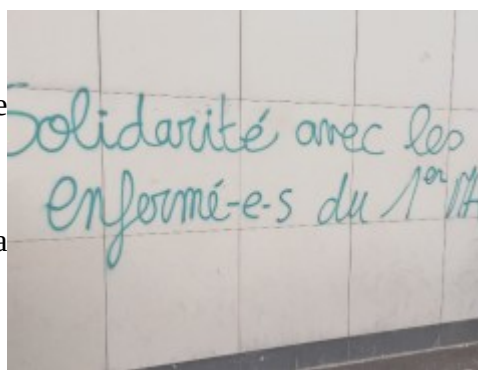
[Texte d'une affiche trouvée sur les murs du Nord-Est parisien, 2008.]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Appel à une présence solidaire au tribunal suite au 1er mai

Le mercredi 30 mai, plusieurs personnes interpellées le 1er mai passeront en procès suite aux reports de comparutions immédiates pour des « groupement en vue de commettre des dégradations ou violences », des « port d'arme », ..., et des refus divers en GAV.

Au moins **deux d'entre elles comparaitront détenues** : la justice se base sur les profils sociaux, et, pour ceux et celles qui ne veulent et/ou ne peuvent pas démontrer leur bonne intégration dans ce monde pourri, c'est la case prison.



Nous étions nombreux-ses dans le cortège de tête le 1er mai. Nous sommes nombreux-ses à nous reconnaître quand une vitrine vole en éclats, quand les flics reculent, quand on a l'impression que la chape d'oppression se fissure pour un instant. Sans connaître les objectifs de tou-te-s, on partage des moyens et des modes d'action et, quoi qu'en disent Mélenchon et autres dissociés, **on sait qu'on est ni des fachos ni des flics.**

Tout ça n'est pas sans risques, alors **c'est important d'être solidaire de celles et ceux accusé-e-s d'« actes » qui nous parlent**, peu importe leur innocence ou leur culpabilité. Pour que nos luttes ne s'arrêtent pas aux portes de la répression mais s'y prolongent. Pour soutenir les indiscipliné-e-s qui lâchent pas l'affaire entre les griffes du pouvoir. **Pour gueuler notre rage contre la justice et la taule, outils indispensables du pouvoir.**

RDV mercredi 30 mai à 13h30 devant le TGI de Paris à Porte de Clichy



Manifs du 26 mai : il n’y a pas eu de « marée noire », mais quand-même...

Paris : Quelques vitrines pétées et les flics caillassés

Le Parisien / samedi 26 mai 2018

Plus de 25 personnes ont été placées en garde à vue après leur arrestation. Un policier a été blessé.

Dès vendredi, la préfecture de police de Paris avait prévenu qu’elle procéderait à de « nombreux contrôles » en amont du cortège. Plusieurs personnes ont été interpellées ce samedi après-midi à Paris en marge du défilé contre la politique d’Emmanuel Macron qui a pris le départ gare de l’Est pour rejoindre la place de la Bastille. Selon la préfecture de police, 43 personnes ont été interpellées en marge et pendant la manifestation. **26 d’entre elles ont été placées en garde à vue**, notamment pour port d’arme, rébellion ou participation à un groupement en vue de commettre des violences.

Les forces de l’ordre ont été visées par quelques jets de projectiles et un policier a été blessé par un tir de mortier, toujours selon la préfecture. **Une vitrine et deux abribus ont également été dégradés durant la manifestation. Quelques banques ont été taguées sur le parcours. [...]**

À l’arrivée des premiers manifestants sur la place de la Bastille, les quelques dizaines de personnes cagoulées et vêtues de noir qui s’étaient fondues parmi les manifestants ont quitté le cortège, ont constaté des journalistes de l’AFP.

Nantes : Les flics caillassés et quelques abribus pétées

À Nantes, la police a indiqué qu’environ 150 membres des black blocks se trouvaient parmi un cortège d’environ 3 000 personnes. **Devant la préfecture, les forces de l’ordre ont utilisé une lance à l’eau pour répliquer aux manifestants lançant divers projectiles (bouteilles en verre, pierres, billes de peinture, lacrymogènes, bâtons, papier toilette). Une personne a été interpellée pour jet de projectiles sur les forces de l’ordre**, selon la police.

D’après Ouest France, **des abribus et des panneaux publicitaires ont été dégradés** alors que les manifestants rejoignaient le cours des 50-Otages. La police a également dû utiliser du gaz lacrymogène.

Invitation générale à une assemblée autonome

Construisons l'autonomie et son monde !

Invitation générale à une assemblée autonome Samedi 2 juin à 15 h à l'université de Nanterre

Invitation générale à une assemblée autonome

Nous sommes un nombre certain à nous bouger sur les diverses manifs, initiatives, assemblées, occupations... du mouvement social

Nous sommes un certain nombre à ne vouloir se laisser enfermer, ni dans l'assembléisme universitaire, militant professionnel ou syndical, ni dans un mouvement qui serait strictement catégoriel et revendicatif.

Depuis le printemps 2016, un retour de l'autonomie -comme forme et pratiques diverses- est visible à une échelle autrement plus importante que ce n'était le cas depuis des décennies en France.

Si nous sommes toujours plus nombreu.x.ses à nous réclamer de l'autonomie ou à adopter certaines de ses pratiques, force est donc de constater que le mouvement social que nous vivons, se dote de moyens d'organisation qui sont, pour l'essentiel, en contradiction avec cette tendance à l'autonomie.

En dehors des canaux purement syndicaux, ces moyens (assemblées, coordinations...) sont souvent vérolés par des groupes plus ou moins gauchistes et enrobés de tout un cérémonial démocrate censé masquer les diverses manœuvres de ces mêmes groupes. Bref, on a souvent l'impression d'être spectateurice-participant.e d'une grande messe type assemblée nationale ! C'est drôle cinq minutes, mais surtout d'un ennui profond...et ça ne nous fait pas avancer.

Dans un contexte de précarité et de flexibilité de l'exploitation massives (chômage, études, travail domestique, Uber/Deliveroo, auto-entrepreneuriat, intérim, CDD, stages, travail au noir, saisonnier, service civique, intermittence, travail du sexe...), il est indispensable de penser des modes d'organisation et de lutte adaptés à des réalités multiples sur lesquelles les moyens traditionnels d'organisation type syndicats n'ont presque aucune prise. Nous pensons que la création et la multiplications de collectifs et groupes autonomes est un moyen adapté à ce contexte de flexibilité, de fragmentation et d'atomisation. De même que la forme d'assemblée autonome l'est à ce contexte de mouvement social.

En nous déployant sur un terrain non envahi par les machines syndicales, nous pouvons nous organiser plus facilement par nous-mêmes, sans avoir à subir l'hégémonie de ces structures hiérarchiques aliénantes. Autant ce contexte de précarité massive que le mode d'organisation autonome, nous permettent de produire des formes et outils divers qui soient nôtres, dans un champ très vaste et relativement libre. Historiquement, cette occasion ne s'était pas présentée, sur un plan aussi large, depuis un bon moment ! À nous de la saisir. De construire cette force qui nous manque !

Dans la lutte, il apparaît clairement que nous ne nous battons pas uniquement contre d'énormes réformes ou contre un président libéral mais contre une société globale dont il ne sont qu'une expression. Un monde de marchandises, d'exploitation et de dominations, de hiérarchies et de flics... Un monde basé sur l'aliénation de notre pouvoir dans toutes les facettes de nos vies.

En luttant, nous reprenons, de fait, du pouvoir par nous mêmes, à la base, nous faisons preuve d'une forme d'autonomie politique. Cette expérience de reprendre un peu de pouvoir sur nos vies produit toujours une sensation d'extraordinaire (de ce simple constat apparaît, justement, l'ampleur colossale de notre aliénation ordinaire).

Ce pouvoir que nous récupérons par bribes nous fait entrevoir le monde que nous pourrions gagner. Ce monde est à construire. Cela ne sera possible que dans une lutte de long terme, sur des plans multiples, contre son contraire, contre le monde aliéné ou nous vivons, ses tenant.e.s et gardien.ne.s.

-Nous avons besoin de mettre en commun et de construire des outils qui nous appartiennent en propre afin d'être maître.sse.s de notre mouvement.

-Nous avons besoin de développer ces outils afin de perdurer et de nous multiplier au-delà de ce mouvement (qu'il soit victorieux ou non).

-Nous avons besoin de causer de fond ! De partager, d'affiner, d'enrichir et de solidifier des analyses, des positionnements communs...

-Nous avons besoin de prendre le temps et les espaces pour approfondir la subversion de nos rapports sociaux et des normes qui en découlent. Alimentant ainsi d'avantage le monde que l'autonomie porte en germe, plutôt que la reproduction de celui qui nous aliène et nous stratifie.

- Par et dans la lutte contre cette société globale de marchandises, de classes, de dominations, nous avons besoin de construire l'égalité, le pouvoir à la base dans tous nos rapports : seule pratique possible d'une liberté commune. De construire l'autonomie politique de tou.te.s et chacun.e. Condition et principe directif de toute stratégie ayant pour but réel l'émancipation collective.

Il importe plus que jamais de se réclamer de l'autonomie pour ce que ce mot signifie comme pratique réelle, tant dans une lutte commune que dans nos rapports interpersonnels, quotidiens ou intimes.

C'est un principe non négociable qui implique et permet la remise en question multiple, permanente et radicale de nos rapports aliénés et inégalitaires sans s'enfermer dans un fétichisme identitaire ne menant qu'à la reproduction de la merde qui nous étouffe, un principe avec lequel on ne peut transiger dans la construction de notre pouvoir à tou.te.s et chacun.e.

L'autonomie, ce n'est pas le fantasme, et la récupération publicitaire qu'en font ces citoyens « radicaux », leur partis plus ou moins assumés, et leurs milices « de gôche », avec leur palmarès de tactiques opportunistes et naïves, de manipulations minables, de dissociation et de trahisons.

Bref. L'autonomie n'est pas une affaire de parti ! C'est notre affaire. C'est se battre par soi et pour soi même en partant de sa situation concrète, sans sauveur suprême. C'est l'affaire du monde que nous construisons et qui nous appartient à tou.te.s !

Exploitation, patriarcat, racisme, assignations /aliénations identitaires, séparation, État, hiérarchies... Leur fin sera la multiplication sans fin de nos moyens !

Rencontrons nous, pour échanger, nous organiser par nous mêmes, porter nos propres pratiques et actions, alimenter le ciment qui nous fera durer.

Nous vous invitons à une première assemblée autonome le :

Samedi 2 juin à 15 h à l'université de Nanterre

Précédé d'un barbecue **vegan** à 12h

Et encourageons vivement toutes initiatives de ce type, partout (et tout le temps) !

Construisons l'autonomie et son monde !

P.-S.

Si l'assemblée ne peut se tenir à Nanterre (pour cause de repression), nous demanderons asile aux autres lieux occupés (en priorité à la fac de st-denis si elle accepte).

Bilan judiciaro-policier de la manif du 22 mai et de la rafle du lycée Arago

Bilan judiciaire de la mobilisation du 22 mai et compte-rendu des comparutions immédiates des 24 et 25 mai au TGI de Paris-Clichy. Les juges continuent de punir les manifestant-e-s en leur collant sur le dos un délit

fantomatique de « groupement formé en vue de... » alors que les procs réclamant désormais de la détention provisoire pour simple refus le fichage policier

Suite aux [mobilisations du 22 mai à Paris](#), il y a eu au total 128 gardes à vue, dont 102 interpellées au lycée Arago, 23 en marge du cortège et 3 au Panthéon. Les prévenu-e-s ont été répartis dans 20 commissariats de Paris et du 92. Parmi les 128 GAV : 88 majeur-e-s et 40 mineur-e-s, dont des lycéen-ne-s d'Arago et de Montreuil (notamment).

A lire aussi : Manifestation du 22 mai à Paris : beaucoup de monde et une forte répression

Parmi les 40 mineures, 5 ont vu leur GAV prolongées au delà des 24 heures. En rappelant que ces garde à vue ont été précédées d'une période de plus de 4h à croupir dans des bus devant le fameux comico « dépotoir » du 18^e, rue de l'Évangile, qui sert de gare de triage lors de rafles de manifestants. Mais cette fois, 26 jeunes ont effectué leur GAV à Évangile, entassé-e-s dans des cellules de dégrisement. Comme à de nombreuses reprises en pareil cas, il semble bien que les GAV servent à masquer le dépassement du délais légal de 4h d'une vérification d'identité, au-delà duquel la privation de liberté devient abusive et donc illégale. Les flics s'adonnent donc à une sorte de maquillage de procédure pour ne pas se faire emmerder par le parquet – quand ce n'est pas le même parquet qui les encourage dans cette manœuvre, évidemment.

Sur les 40 mineures, au total 13 ont été libérées sans suite, et 27 « déferées », c'est à dire qu'elles ont passé la nuit au dépôt (les cachots du palais de justice) pour être présentées devant un procureur. Chefs de poursuite : « participation à un attroupement en vue de commettre des dégradations et/ou violences » et « intrusion non autorisée dans un établissement scolaire commis en réunion ». Le parquet, relayé par la presse, a parlé de prétendus « faits sérieux » (« portes fracturées, tablettes numériques volées, tags, gardien bousculé »...) pour en mettre 14 en examen devant un juge pour enfants. Elles/ils seront donc jugé-e-s plus tard pour ces « faits sérieux » (les 5 et 10 juillet pour les premiers). Les 13 autres sont passé-e-s devant le substitut du procureur pour « rappel à la loi » ou « mesure de réparation pénale » (obligations de rencontre avec des éducateurs ou des psys...)...

A propos du fameux « rappel à la loi », cette procédure n'est pas anodine : c'est une condamnation. On peut donc contester ce rappel (cela se prépare avant avec l'avocat-e), car il implique une reconnaissance de culpabilité et entraîne donc une possible "récidive légale".

Pour les personnes majeures poursuivies après la manif, le groupe légal a suivi les audiences de comparution immédiate des 24 et 25 mai qui ont concerné au total 17 personnes. Voilà le bilan définitif de ces comparutions :

- 2 personnes placées en détention provisoire avant leur procès fixé au 29 juin ;
- 13 autres personnes ont été placées sous contrôle judiciaire (CJ), avec pointage hebdomadaire ou deux fois par mois, en attente de leur procès qui aura lieu le 15 juin ;
- Toutes ont subies des "interdictions de paraître" dans le 12^e Arr. jusqu'à leur procès ; une seule a été bannie de toute l'Île-de-France (pointage en province) et une autre a été sommée, en plus, de ne plus se montrer lors de manifestations sur la voie publique ;
- Parmi ces 13, deux groupes de 4 et 5 personnes ont été jugées dans un dossier conjoint, avec pour chaque groupe interdiction de rentrer en contact avant leurs procès ;
- Enfin, deux autres personnes ont obtenu le renvoi de leurs procès (prévus en septembre et octobre) sans contrôle judiciaire.

Des demandes de mises en liberté pour les deux camarades envoyés en détention ont déjà été déposées. Nous sommes en contact avec leurs proches afin de ne pas les laisser seuls dans cette épreuve.

Quant aux interdictions de communiquer entre prévenu-e-s, cette manœuvre avait déjà été utilisée par les mêmes juges pour désolidariser des personnes réprimées ensemble sur un quai de métro en octobre dernier à Ménilmontant, lors d'un rassemblement en mémoire à Rémi Fraisse. Destinées à dissuader toute démarche de défense collective, ces mesures avaient été levées suite aux interventions des avocat-e-s. Ce qui démontre le

caractère arbitraire de mesures restrictives prononcées en comparution immédiate — ces procès expéditifs qui bafoue les droits de la défense.

A noter que la stratégie répressive du parquet ressemble de plus en plus à une fuite an avant. Le chef de poursuite habituel en pareil cas, en plus des traditionnels faits présumés de dégradations, violences sur agents, outrage ou rébellion, reste l'affabulation de « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences volontaires ou destruction/dégradations » (art. 222-14-2 du code pénal). Cette qualification a suffi, lors de comparutions immédiates, pour mettre des camarades en détention provisoire après les centaines d'arrestations du 1^{er} mai comme du 22 mai. Et cela ne va sans doute pas s'arrêter là...

Délits collectifs et individualisation des peines...

Cette infraction fantomatique de « groupement formé en vue de... » – en droite ligne de la fameuse « association de malfaiteurs » (art. 450 CP) inventée lors des "lois scélérates" anti-anarchistes des années 1892-93 – « permet d'appréhender de nombreux comportements avant même la commission de plusieurs infractions », selon les propres termes du ministère de la Justice. C'est à dire de réprimer de manière « proactive » – et donc de poursuivre des crimes intentionnels.

Il est alors paradoxal que la justice, si prompt à casser les solidarités en individualisant les procédures, isolant les prévenu-e-s, les incitant à refuser le conseil d'avocats ou de contacts avec des proches, se sente obligée d'utiliser des délits *collectifs* arbitraires pour asseoir sa domination. Et de construire des ententes criminelles dès que des personnes se réunissent et s'organisent pour tenir en respect l'État et ses milices. Quand la justice et ses chiens policiers n'arrivent pas à démontrer la matérialité d'infractions individuelles, ils s'arrangent pour collectiviser les poursuites et juger en masse pour mater la meute.

Le chef de « groupement » repose en outre sur une énorme hypocrisie des juges. Auparavant, c'est la qualification de « participation à un attroupement » (art. 431-3 et 4 CP, armé ou non) qui faisait office de passe-droit pour juger en masse des manifestants. Or, une décision récente de la Cour de cassation (28/03/2017) estime désormais que le délit d'attroupement doit être considéré comme un « délit politique ». La Cour de cass' est sans appel : un délit politique ne peut pas être jugé en comparution immédiate ni faire l'objet de simples convocations pour procès ultérieurs (comme ce fut le cas pour les manifestants des 1^{er} et 22 mai) ni de CRPC (procédure express de « plaider coupable »). En glissant désormais sur le délit de « groupement », le parquet tente une diversion minable pour continuer à dissuader les manifestants d'user de leurs droits à se rassembler.

Ficher en masse pour mater la meute

Un autre aspect de la répression ordinaire est relatif aux délits de refus de « signalétique » (fichage du visage et des empreintes digitales) et de prélèvement biologique (fichage ADN). En comparution immédiate vendredi dernier, les procureurs ont même requis de la prison provisoire pour ces seuls délits – sans être suivis par les juges, mais pour combien de temps ?

Nous rappelons que le fichage massif du mouvement social est un véritable piège et devient la méthode privilégiée pour nous désolidariser.

Car le fichage judiciero-policier est une autre forme plus sournoise de « délit politique » : nous la considérons comme une peine à part entière – mais sans jugement, sans procès « équitable » – à partir du moment où le droit à l'oubli n'existe pas (données restant en mémoire entre 20 et 40 ans, selon que l'on est suspect-e ou condamné-e...). Même en cas d'absence de poursuites à la sortie du comico, de relaxe ou de classement sans suite, aucune garantie n'existe pour que les échantillons d'ADN comme les empreintes digitales ne soient pas versés dans les fichiers (FNAEG et FNAED). Et une fois fiché, la procédure prévue pour s'en extraire reste lourde et dissuasive. Rappelons aussi que la seule présence en GAV entraîne son inscription au fichier TAJ (Traitement des antécédents judiciaires, successeur du STIC). Traces indélébiles, portant sur des faits présumés et non jugés, qui sont pourtant allègrement utilisées par les juges pour charger la « personnalité » des prévenu-e-s lors de procès ultérieurs.

La pression dingue que mettent les flics en GAV pour que l'on crache au bassinet (coton-tige dans la bouche), ou que l'on se laisse prendre en photo et numériser ses empreintes digitales, est parfois difficile à supporter, au point que nombreuses personnes craquent, et le regrettent amèrement après coup. (Même pression, au passage, sur les téléphones : éteignez-le au plus vite, et ne craquez pas, ne donnez pas votre code Pin en GAV, vous avez droit au silence ne laissez pas votre combiné parler à votre place !) Les juges réclament maintenant le prélèvement ADN en pleine audience de comparution immédiate, alors que les faits qui ont motivé l'arrestation et le fichage obligatoire, ne sont pas encore jugés !

Il n'est pas question de culpabiliser celles et ceux qui craquent en GAV et acceptent le chantage du fichage policier en espérant être mieux traité-e. Notre rôle est de ne pas les laisser isolé-e-s et de les aider à faire les démarches pour se retirer des bases de données policières. Pour celles et ceux qui sont parvenu-e-s à résister à cette injonction devant les flics et restent poursuivies pour ces délits, nous les encourageons à préparer leur défense collectivement.

Le Groupe légal

CAISSE COLLECTIVE : suite aux deux grosses vagues d'interpellations des 1^{er} et 22 mai, la Coordination antirépression vous encourage plus que jamais à **alimenter la caisse de soutien collective** - <http://tinyurl.com/stoprep2>. - et à faire circuler des appels à dons autour de vous et à vos contacts.

Pour avoir une idée des montants nécessaires pour assurer à chacun-e une défense minimum, relisez notre article du 9/11/2017 : [« La stratégie des procureurs pour envoyer les manifestant-e-s en prison avant d'être jugé-e ! »](#)

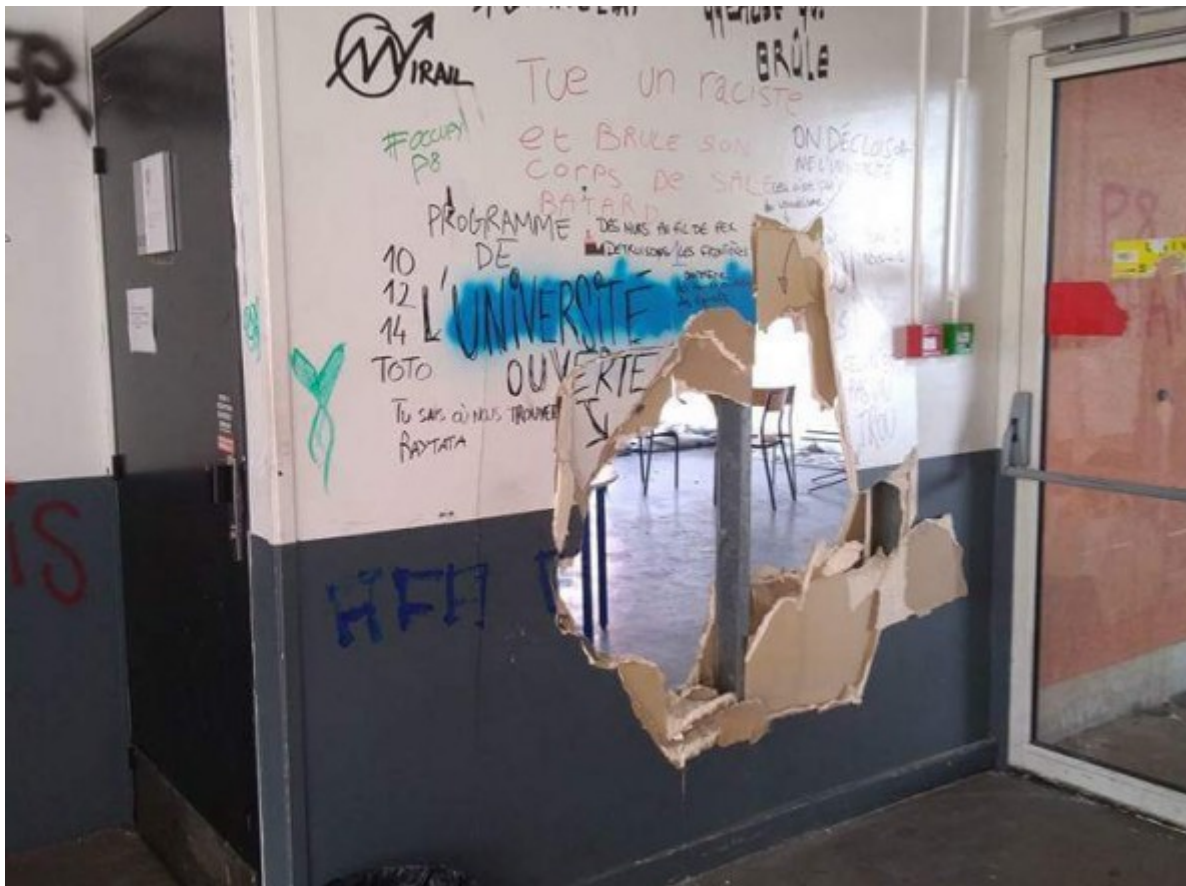
Saint-Denis : Le blocage laisse des traces à Paris VIII

Le JSD / Mercredi 30 mai 2018

Même si plus aucun bloqueur n'occupe le campus, le blocage partiel de l'université Paris 8 se poursuit. Aucune organisation d'examen n'est notamment consentie. Une nouvelle assemblée générale est prévue lundi 4 juin à 12h pour envisager la suite du mouvement. La rentrée universitaire pourrait être mouvementée. **En attendant le blocage a laissé des traces, bâtiment B2** (UFR textes et sociétés : littérature, histoire, sciences politiques, etc.) en particulier. **Des cloisons**



ont été récemment défoncées au 3^e étage, des faux plafonds détruits dans le but sans doute d'endommager le réseau électrique. Les auteurs de ces actes de vandalisme n'ont pas été identifiés. Les militants bloqueurs nient toute responsabilité. La direction de l'université refuse toujours de s'exprimer.



[Fresnes \(Val-de-Marne\) : Les véhicules des matons crament sous les acclamations des prisonniers](#)

Le Parisien / Jeudi 31 mai 2018

Une dizaine d'individus encagoulés ont mis le feu à une voiture stationnée devant un mirador dans la nuit de mercredi à jeudi. Quatre autres véhicules ont été endommagés. Un règlement de comptes visant des matons ? Une diversion ? Un acte de vandalisme gratuit ? Difficile pour l'heure de connaître les raisons d'un étrange incendie survenu dans la nuit de mercredi à jeudi devant la prison de Fresnes.

Selon les témoignages recueillis par les policiers de l'Haÿ-les-Roses auprès des surveillants pénitentiaires et du voisinage, **une dizaine d'hommes encagoulés ont fait irruption vers minuit et ont mis le feu à une Peugeot 307 et un scooter.** Les véhicules étaient stationnés devant un mirador de la prison. Les incendiaires ont ensuite pris la fuite en courant.

Les sapeurs-pompiers sont arrivés rapidement sur les lieux et sont parvenus à maîtriser assez facilement le sinistre sous les cris des prisonniers. **Les véhicules en question ont complètement brûlé. Deux autres ont été endommagés par propagation.** Plusieurs équipages de la brigade anticriminalité ont patrouillé dans le secteur pour essayer dans un premier temps d'en savoir plus. Mais les incendiaires étaient introuvables. Selon nos informations, les véhicules brûlés appartiendraient à des surveillants. Les techniciens du laboratoire central de la police scientifique se sont rendus sur place pour effectuer des relevés. Le commissariat de L'Haÿ-les-Roses est saisi de l'enquête.

rennes

Rennes : L'addition de la fac saccagée fait mal... à l'État !

20 Minutes / mercredi 30 mai 2018

Alors que ses étudiants passent toujours leurs examens en ligne, l'université Rennes 2 a fait les comptes. Et le résultat fait mal. Il lui faudra déboursier **environ 500.000 euros** pour prendre en charge les [dégradations](#) commises lors des occupations des bâtiments, précise la direction à *20 Minutes*, confirmant l'information d'*Ouest-France*.

Le chiffre a été nettement gonflé par les nombreuses dégradations commises dans le bâtiment L. Après le blocage des examens et l'annonce du report, plusieurs personnes avaient passé une partie de la nuit dans les locaux, s'en prenant au matériel. **Des ordinateurs avaient été brisés et les locaux techniques forcés.** Des pass permettant d'accéder aux bâtiments avaient été dérobés, gonflant la facture.

Longtemps, les étudiants bloqueurs ont défendu les tags réalisés dans le bâtiment B, justifiant que les locaux devaient être rénovés très prochainement. Un argument irrecevable pour **le saccage du bâtiment L, par ailleurs condamné par plusieurs syndicats étudiants.** L'université a porté plainte.

extrait du Télégramme / mercredi 30 mai 2018

[...] Comme tous les établissements français dégradés à l'occasion du mouvement étudiant contre Parcoursup, l'université Rennes 2 a demandé un coup de pouce au ministère pour faire face. Le dossier est actuellement à l'étude. « **Comme l'Etat est son propre assureur et qu'on ne peut pas se tourner vers des assurances, nous allons devoir puiser dans notre budget pour financer cela** », explique le président. [...]

Et la France Insoumise, fidèle à elle-même, fait sa sortie chez les journaflics pour voler au secours de l'Etat, en demandant que la répression fasse son travail. Cette fois, elle ne pointe pas la responsabilité de « l'extrême-droite » (comme au 1er mai à Paris) mais elle nous refait carrément l'histoire des mouvements sociaux. :

Ouest France / Mardi 22 mai 2018

« [...] rien ne peut légitimer les 300 000€ de casse ou de vol de matériel informatique, de vitres ou d'électroménager dans le bâtiment L. Il ne s'agit absolument pas d'une décision collective mais du fait de quelques personnes dont on doute de leur participation au mouvement contre la loi ORE », Nous rappelons qu'historiquement les salariés ou étudiants en lutte, même sous des formes radicales, respectent, par principe, leurs outils de travail. Voilà pourquoi les pillards et casseurs devront répondre de leurs actes.

savoie

Col de la Colombière (Haute-Savoie) : Le tour ne passera pas sur la résignation des montagnes saccagées (MAJ du 29/05)

Le Dauphiné Libéré / dimanche 27 mai 2018

Trois engins destinés à la réfection de l'enrobé de la route du col de la Colombière ont été la cible de dégradations dans la nuit de vendredi à samedi. Deux ont même été incendiés, nécessitant l'intervention des sapeurs-pompiers. L'alerte a été donnée vers 4 heures.

La route fait actuellement peau neuve. Après le déneigement du site, le Département a lancé des travaux d'entretien de la chaussée, en vue du passage du Tour de France, le 17 juillet prochain, et de l'Étape du Tour le

8 juillet. Une enveloppe à 50 000€. À cause de ces actes de vandalisme, les travaux seront stoppés, mais « moins d'une semaine », assurent les services du Département.

Mise-à-jour du mardi 29 mai : ce n'est pas la première fois que la dévastation rencontre des obstacles

France 3 / lundi 28 mai 2018

Dans la nuit du vendredi au samedi 26 mai, trois engins de chantier ont été détruits sur la D4. Un chargeur vandalisé et deux compacteurs incendiés.

Ils servaient à la réfection de l'enrobé de la route du Col de la Colombière entre Le Grand-Bornand et La Clusaz. Une route qui doit voir passer le Tour de France en juillet prochain.

Le chantier confié par le département à **l'entreprise Colas** a été interrompu.

Mais selon l'entreprise, il n'y a pas de souci à se faire pour le passage du Tour. Les travaux seront finis mi-juin. Il ne reste que 200 mètres de chaussée à refaire et d'autres engins arriveront sur place dans les prochaines heures.

L'acte de vandalisme n'a pas été revendiqué. Mais il pose question car c'est le deuxième chantier stoppé en moins d'un mois sur la route du Tour.

Un engin de BTP avait déjà été dégradé sur la route des Glières il y a une dizaine de jours, retardant les travaux.

Pour l'instant, aucun lien n'a été établi entre les deux affaires par les gendarmes de Thônes chargés de l'enquête.

Saint-Martin-Bellevue, France : Incendie du Carrefour Contact – 26 mai 2018

Dans la nuit du 25 au 26 mai, le Carrefour contact de Saint-Martin-Bellevue, en Haute-Savoie, a été incendié: le feu est parti peu après 3h du matin d'un local de stockage de 200 m2. Le magasin ne rouvrira pas de si tôt. Les 16 personnes qui trimaient chaque jour ont été mises au chômage technique. Le communiqué revendiquant l'incendie, publié lundi 28 mai 2018 sur le site [Attaque](#), est reproduit ci-dessous:

« Dans la nuit du vendredi au samedi 26 mai, un grand feu s'est déclaré aux abords de la D1201.

Un Carrefour contact de moins face aux 277 magasins que la multinationale s'apprête à sacrifier...

Nos pensées s'adressent à nos seize collègues auquel-le-s nous offrons quelques jours de vacances forcés! Mieux vaut le chômage technique que l'esclavage quotidien.

Nos pensées à tou-te-s ceux que ce spectacle brûlant réjouit : celui d'un ciel irradié par de grandes flammes verticales tranchant avec la monotonie de leurs nuits passives.

D'un ciel prophétique où les tenailles de la domination capitaliste s'embrasent à la lueur de nos rages.

Et merci aux copains et copines de [la Colombière pour le joli carnage contre les bétonneurs savoyards](#).

L'autonome des caissier-e-s enragé-e-s »



usa

Washington, DC Banner Drop: Support J20 Defendants, Even The Innocent Ones

The post [Washington, DC Banner Drop: Support J20 Defendants, Even The Innocent Ones](#) appeared first on [It's Going Down](#).

The following statement and photo was anonymously sent to *It's Going Down*.

A banner was dropped [in solidarity with J20 defendants](#) over highway 66 in Washington DC.

The banner read “Kerkhoff’s a Crook. Drop the Charges. #DefendJ20”

[Prosecutors were caught withholding exculpatory evidence from the defense](#). While this is creating a courtroom scandal, ultimately this whole legal process is dehumanizing to the remaining 58 defendants, who are still facing decades in prison for taking their anger and their desire for a better world, to the streets during Trump’s inauguration. It’s more than just a farce. This is violent repression of radical leftists in our community, who are on the frontlines fighting against an abusive, tyrannical State. The outcomes of these trials will effect us all.

This banner was dropped in solidarity with J20 defendants, but also in solidarity with all people on the frontlines of a white supremacist patriarchal capitalist State.

This banner was dropped in solidarity with J20 defendants, but asks what is solidarity if it doesn’t extend to the people who are born into a world which is inherently violent against their bodies, as in poverty, as woman, as queer, as trans, as a person of color, as indigenous, as oppressed.

This banner was dropped in solidarity with J20 defendants, but asks what is solidarity with J20 defendants if it’s not also solidarity with the people of color who are forced to run through this exact same courthouse day in and day out.

This banner was dropped in solidarity with J20 defendants, facing rioting charges based on a law enacted on black liberatory riots of the ’60s (repression has already happened), for broken windows of banks which have already enacted violence on us by houses foreclosed and pipelines injected into the veins of the land we live on (violence is happening).

This banner was dropped in solidarity with J20 defendants, against a politick of morality in protest and diplomacy, against a politick of nonviolence.

This banner was dropped in solidarity with J20 defendants, whom the court charges as organized rioters, to whom we ask what is protest, what is resistance, how do we express ourselves in a society which is trying with all its might to tell us how we can speak, show anger, stand up, fight back. We won’t be told any longer.

logan circle. anarchy.

The gig is up. Drop the Charges.

zad

L'après-Fight, qui crame quoi?

  publié le dimanche 27 mai 2018 à 15:49 | **Des habitants du Pré-Failly** |

L'après-Fight, qui crame quoi?

Voici la carte des lieux à détruire le vendredi 18 mai, y voyez-vous la cabane du Pré Faily ?? Non.

Alors, est-ce donc cette volonté de transparence de Lizurey en annonçant les cibles qui vous fait douter de l'origine de l'incendie et de la parole des gens qui y habitaient ?

Nous n'avons aucun doute sur qui a cramé la cabane, le quartier était ceinturé et personne si ce n'est des flics ne pouvaient avoir accès à la cabane à ce moment là. Nous les avons entendu casser les vitres peu avant.

Nous aurions pu, effectivement, avoir envie de détruire des preuves, des preuves de quoi ? ça c'est une bonne question. Nous aurions pu effectivement y installer une IED (engin explosif improvisé) pour y accueillir les flics en bonne et due forme, mais là encore non, nous ne l'avons pas fait.

De toute façon, non signataires de fiches, nous savions et assumions que la cabane allait tomber. Que ce soit en flammes ou sous le godet d'un tracto ne change pas grand chose, si ce n'est le tas de merde qui s'infiltré dans le sol.

Tout ce que l'état a réussi à faire sur ce coup-là, c'est de nous rendre encore plus libres, plus mobiles et plus fâché-es.

ACAB et All C.O.P. Are Bastards.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Jusqu'où ira-t-on dans ce foutage de gueule des négociations ??

Jusqu'où ira-t-on dans ce foutage de gueule des négociations ??

Je n'ai pas fait de fiche ni ne crois en la négociation avec un État. Je ne veux pas discuter avec cet oppresseur, je veux uniquement et simplement le détruire. Mais je me sens tout de même concernée par le processus de légalisation qui englobe quasi toutes les terres et lieux de la ZAD, cette zone que je vois comme un ensemble et non pas juste comme mon petit chez moi, qui lui, aujourd'hui n'est plus. On appelle les injonctions de la préfète des négociations, alors que je ne vois vraiment pas à quel moment nous avons négocié. Quand avons nous tiré un quelconque avantage de la situation ? Quand avons nous dit autre chose que « Oui oui madame , on a peur , on est gentils ! » ?. Et aujourd'hui il est encore question de signer les projets valides, sans même attendre ceux qui ne sont pas encore acceptés?! Encore une fois, notre fameuse dernière limite de jusqu'où on accepte de se faire enfumer est repoussée.

Certains des arguments qui sont POUR se légaliser et VITE se légaliser me paraissent absurdes, je reste divisée entre : est-ce que les gens convaincus se voilent la face ou bien se fichent-ils de moi ? Je ne pense pas qu'on puisse être plus malins que l'ennemi lorsqu'on joue son jeu.

Voici les arguments qu'on nous avance :

« Signer pour ne pas perdre les soutiens. »

Est-ce qu'on parle bien des soutiens qui ne sont déjà plus là ? A force de demies positions qui doivent convenir à toutes les composantes, beaucoup de personnes ne savent plus ce qu'on défend ici. Je préfère entendre différentes voix fortes mais aux discours assumés qu'une voix pseudo unitaire mensongère au propos trop peu incisifs.

Les personnes contre la légalisation, largement plus nombreuses qu'on veut nous faire croire, risquent de ne plus venir.

Ceux qui poussent à la légalisation, utilisent le chantage : « Si vous faites pas ça on vous laisse dans la merde ! » (chantage qui n'est même respecté, la d281 en est un bel exemple!), tout en écrivant de jolis textes et communiqués sur notre solidarité en toute circonstance, sont très peu présents sur le terrain, au front, que ce soit en 1ère, 2ème ou 3ème ligne, nous l'avons constaté. D'un autre côté, beaucoup d'énervé-es se sont limité-es dans les actions justement par soucis de composition et modération. Que ce soit clair, je ne reproche en aucun cas à qui que ce soit de ne pas vouloir se battre contre les keufs, il y a aussi d'autre chose à faire, mais faire

présence en grand nombre est important ! D'ailleurs, où sont ces soutiens pour dénoncer massivement l'ultra violence et la répression de l'État ? Où sont passés ces moments magiques où tous types de personnes se mélangeaient pour faire bloc ? Où chaque action trouvait sa place et surtout où on ne se trompait pas d'ennemi ? Je simplifie en pointant deux groupes bien distincts mais j'ai conscience que beaucoup se situent mal dans tout ce merdier.

Beaucoup se posent cette question: « Suis-je prêt-e à risquer mutilation et/ou emprisonnement pour des gens qui, au final veulent payer un loyer ? ».

« Signer pour gagner du temps. »

Gagner le temps de se faire oublier, en voilà une bonne idée ! On sait que les moments fort en intensité sont souvent courts. Le temps est-il encore notre allié ? Faut-il vraiment temporiser ? Que ce soit aujourd'hui ou plus tard, ma manière de vivre est et restera illégale, donc repousser les expulsions pour qu'elles se passent de manière éparpillées et dans le silence ne me paraît pas du tout judicieux. A moins qu'on ne gagne du temps que pour rentrer dans leur normes ? Que le combat contre la normalisation ne soit pas partagé par tous ?

« Signer c'est dans notre intérêt. »

Je me demande si nous défendons la ZAD dans son ensemble ou si chacun essaie de protéger son lieu. Je comprend que perdre une ferme, une exploitation, des hangars etc ne soit pas la même chose qu'une cabane faite de récup'. Je ne comprend pas ou trop bien la manipulation de se cacher sous couvert d'intérêt communs pour en fait protéger son « petit » chez soi. Comment se comprendre quand on ne se dit pas la vérité ?

« Signer ces clauses pourries car la préfète ne les appliquera pas à la lettre. »

D'où vient cette confiance aveugle ? Comment et pourquoi signer un contrat dont les clauses poussent à la délation et à la normalisation (cf article 2 des COP : aucune caravane, camion ou cabane ne seront tolérés autour des lieux sous peine de...). Je ne comprend pas que les 15 camarades ayant leurs noms sur les projets puissent envisager de signer un tel contrat. Mais peut-être qu'encre une fois je me trompe d'amis. Je préférerais, et je soutiendrais qu'on ne s'écrase pas et qu'on ne renie pas nos convictions devant l'État.

Les clauses du contrat semblent nous mettre dans la même situation que l'on a toujours été, sauf que désormais cela est écrit noir sur blanc, en voie d'être signé et avec en prime des amendes journalières et des frais de destruction à notre charge pour ce qui ne rentre pas dans leurs normes. A moins que, évidemment, nous respectons ses clauses, et dans ce cas, oui la zad est morte et oui je foudroyais un méga bordel avant de partir...

Des années de lutte contre l'aéroport ET son monde ne peuvent déboucher sur une poignée d'exploitations toutes biens, toutes propres, toutes normalisées sans attiser une colère furieuse de celles et ceux qui se sont battus et/ou vécus ici.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Embrouilles de tiekar



publié le dimanche 27 mai 2018 à 15:54 | **Un habitant de l'extrême ouest.** |

EMBROUILLES DE TIEKAR

Sur zone on parle d' « extrême ouest » depuis peu, un nouveau terme local. Avant, lorsque les gens évoquaient cette zone, seul Saint Jean ne leur venait en tête, ne savaient pas qu'on existait. En fait, les lieux de là-bas sont ou étaient : La Freuzière avec sa dernière nouvelle ancienne bonne équipe d'habitants-es (cf les embrouilles et l'incendie du squat par le dernier Gogol qui y vivait avant), La Moquette Cosmique, L'Après-Faillite, La Tarte, La Maison Rose, La Pointe et les deux Saint Jean (ferme et cabane).

Les quatre premiers énoncés fédèrent un groupe affinitaire élargis, ils entourent les deux Saint Jean, ils étaient donc de facto leurs avants postes. Plus loin vers Temple de Bretagne, il y a La Maison Rose, une belle baraque remplis de bons gentes, isolée géographiquement. Encore plus au bout du monde siège La Pointe, les potes aussi, encore plus seul-es sur la route du Fay de Bretagne.

Environ deux semaines avant le 9 avril, date du début des expulsions, ce quartier organisait déjà des réunions pour discuter ensemble de stratégie(s) sinon commune(s) au moins complémentaires dans leurs diversités. Dès

le départ, le groupe affinitaire La Tarte, Freuz', Mogette et Pré-Fight ont annoncé quelques priorités absolues qui dirigeront toutes leurs décisions et actions à venir, à savoir :

1- Sortir de la zone ce qui est sauvable et précieux avant l'intervention.

2- Notre sécurité (habitant-es et invité-es) prime avant tout, mais,

3- nous ne lâcherons pas nos lieux sans résistance.

4- Dans le doute, nous envisagerons toujours la pire hypothèse, ne pas être optimistes.

Saint Jean ferme expriment aussi leur position dès le début : pas d'affrontement autour de la ferme. La Maison Rose elle n'est pas ou très difficilement défendable car isolée, mais il y a tout le confort, du matos divers dont communication et informatique, il y a un sleeping' et offre un poste de guet idéal, c'est un lieu stratégique. La Pointe se rend bien compte de la distance qui les sépare de leurs voisin-es les plus proches, déjà peu nombreux eux-mêmes. Pour Saint Jean cabane et leurs invité-es, on ne sait pas trop, on les sait fortement soutenu-es et le secteur bondé de leurs camarades lorsque appelé-es pour d'autres occasions. Donc on ne nous le confirme pas, mais beaucoup compte aussi sur leurs effectifs pour la défense du quartier, sous n'importe quelle forme. La veille des expulsions, le 8 avril, St Jean cabane nous informe du flou quand au nombre de gentes en renfort chez eux et que, dans le doute, illes s'alignent sur la position de Saint Jean ferme : pas de fight aux abords de leur lieu, soit. On définit donc une espèce de « zone de transit » aux abords de l'entrée du lac où cesseront les vellétés contre les flics.

Pour bien comprendre et si vous prenez une carte du quartier, on y voit trois accès par deux routes. Saint Jean s'inscrit au centre d'un cercle tronqué que forme la Tarte, L'Après Faillite, la Mogette et La Freuz'. Nos 1eres barricades feront tampons plus loin sur les routes pour former un triangle plus large qui englobera tout, d'autres, plus proches des cabanes, seront plus solides et seront le théâtre des affrontements. Nous appliquerons donc une logique de défense crescendo en domino avec pour « final » avant Saint Jean, si nous sommes rendus à Saint Jean c'est que nous avons tout perdu, nous partirons alors vers le centre de la zad par les forêts.

Aussi, nous prévoyions deux barricades mobiles, pour les blessé-es évidemment, mais aussi afin que Saint Jean ferme puisse sortir son lait, que le Latay sorte des chevaux en cas d'urgence et que les agriculteurs aient au moins un accès à leurs champs. Une façon aussi de démontrer notre force de faire ce que bon nous semble, flics ou pas.

Enfin bon... ça c'était le plan, qui, malgré les péripéties de l'histoire qui va suivre, aura plus ou moins tenu jusqu'au bout, il ne manquait quasi rien dans notre dispositif au moment de l'intervention, si ce n'est plus de monde.

Il faut bien avouer que tous et toutes la veille des expulsions nous parions plus ou moins ouvertement que cela commencerait, voir se cantonnerait à des interventions sur la D281 et l'Est, cela nous mettait dans une étrange ambiance de sentiments divisés.

Sur l'axe Le Temple de Bretagne-Les Ardillères via le Chêne des Perrières, nous avons donc mis deux bonnes rangées de pneus, un truc léger plutôt symbolique en soutien aux potes de l'Est, on bloque la route, mais pas trop... Le lundi au matin, rien ne se passe chez nous, on se réunis et on décide de rouvrir la route à ses usagers. Mais on apprend vite que les 100noms ont été détruits, haut lieu de projet agricole toukomifo... A ce moment là, les pro-légalisation du coin ont flippé : « il faut qu'on arrête d'être mi-figue mi-raisin, faut qu'on s'y mette sérieux là! ». Nous, qui étions déjà vénér' et pas confiant-es du tout, on potentialise leur crainte, leurs soutiens et leur tracteurs pour renforcer des barricades, ça nous arrange bien, la barricade Déchèt' est méga fat. Mais, celles de la grande route principale Maison Rose- Chêne des Perrieres que nous refermons le soir même resteront elles fragiles. Celle du Sud, prenant le quartier a revers sera aussi renforcée, mais une 2ème fois au mauvais endroit, qui était déjà un sujet de conflit: c'est une fourche en contrebas et en virage, un chemin reste libre et roulant, même pour un blindé et des fourgons. A ce sujet, on nous répond alternativement « C'est une erreur. », « Mais !? C'est débile ! On va corriger ça. », « les flics ne sont encore jamais arrivés par des chemins » jusqu'à, en fait : « Non mais nous a Saint Jean on veut avoir un accès libre pour faire nos allers et venus, voilà. ». Grogne et frustration, c'est pas ce qu'on avait décidé en réus, on avait acté une barricade qui bloque les deux accès et mobile pour le lait deux fois par semaine et les blessé-es quand ça charclera...déjà je fais des liens avec d'autres conflits avec elleux, de manipulations et coups pernicieux a l'échelle plus globale qu'est la zad... Bref, on savait déjà que la coopération serait difficile.

Le lendemain matin, mardi, le convoi de flics passe en force et défonce à toute vitesse les deux points de blocage qui mènent au centre zad, blindés en tête, on les voit défiler devant la barricade Déchèt' sans s'arrêter. À chaque extrémités de la route, distantes de 2km, les deux binômes en guets ont à peine eu le temps de recevoir l'info au talkie et de se carapater tant bien que mal par les champs. De leurs propres aveux gênés, Saint Jean avait mis deux de leurs invité-es sur un guet mais ne connaissait rien des lieux, illes ont eu chaud et ont grave flippé! On avait pourtant aussi acté cela : la nécessité de mettre sur les barricades des gens de confiance, informé-es et au jus des procédures de communications talkies, pour de multiples raisons toutes aussi sensées les unes que les autres, ce n'était pas le cas ce jour là et le cas s'est répété par la suite.

Pour beaucoup c'est un déclencheur, une réu est convoquée. Il y a déjà beaucoup de monde à Saint Jean et nous leur présentons l'équation ainsi : « Vous êtes en supériorité numérique évidente, mais 5 lieux sur 7 veulent et vont bloquer cette foutue route. On en a marre que les flics aillent au centre par devant chez nous, on va les détourner, leur faire perdre du temps et du gasoil. En plus, tout bénéf' : on se sentira plus en sécurité car nous sommes au bord de la route. Que décidez-vous ? ». A cette réu, Saint Jean seront venus à 30 personnes, 10 leur ont tenu tête et fait un ultimatum, illes n'ont pas aimé. Un délai de 3 heures est accordé afin qu'illes fassent un retour chez elleux et se positionnent. Leur réponse fut : « On vous aide en bras et en moteur pour les barricades, mais on ne tiendra pas ces guets. ». OK deal. Saint Jean ne gèrera donc plus que la surveillance de celle menant directement chez eux, nous les deux autres. Eux sont plus de cent, pour les autres lieux nous comptabilisons un total d'une vingtaine de personnes environ à ce moment là.

Mais dès mardi soir, ou mercredi matin j'ai un doute, la confiance et l'optimisme regagne les Saint Jean. La déclaration du président : « Tout ce qui était évacuable a été évacué. », selon elleux semble « évidente, claire et sans équivoque, c'est la trêve. ». Illes nous disent cela alors que tous nous entendons encore les déflagrations en live qui viennent de l'est et du centre. Illes ne pensent qu'à faire bonne figure nous on est les gentilles et veulent rouvrir la route absolument, « faut pas attirer l'attention » disent illes.. J'ai pu être le témoin privilégié d'un moment magique où l'exploitant équestre du Latay explique à quelqu'un de Saint Jean « qu'il ne faut pas ramollir là, que l'état se fout de vot' gueule ! Faut rien lâcher ! », qui se voit répondre « Mais non , j'suis pas d'accord, ça semble pourtant clair ce qu'a dit Macron, c'est finit on est tranquilles, c'est la trêve... »...sourir. S'en suit une longue semaine d'affrontements au centre, de gestion des vivres, de planning de guets, de fatigue et d'énervements etc.... avec en plus dès jeudi l'afflux massif à gérer de personnes venues pour la manif' de reconstruction de dimanche et qui arrivent par la maison rose, on convoit' et dirige entre 1000 autres trucs les invités de Saint Jean et leurs ravitaillements divers et variés...aucun coup de main ou de merci de leur part ces jours là.

Dimanche, grosse manif' sur zone, il y a une réunion de quartier prévue à 14h concernant les barricades, est-ce qu'on les garde fermées ? On rouvre ? Filtrant ? Ouvertes la journée fermée la nuit ? Bof , on doit en discuter selon la situation sur zone mais de toute façon on changera rien avant lundi ou mardi, on était tous resté la dessus. Beaucoup sont partis au centre pour la manif', y a fort à y faire. Méfiant et visionnaire, je demande à ce qu'on porte ma voix comme quoi si jamais Saint Jean ou autres veulent ouvrir dès aujourd'hui, je met mon veto car c'est pas ce qu'on avait acté et qu'il faut qu'on soit tous et toutes au courant et prêt-es pour cela...je pars au charbon confiant.

Il est 18H, il y a eu une moyenne de 1 blessé-e toutes les dix minutes pour les quatre dernières heures de l'après midi. Je rentre en vélo, éreinté mais vivant, libre et pas blessé, que vois-je en rentrant au quartier ?! Les barricades ont été défonçées ! Pétage de câbles, on m'explique que Saint Jean a fait le forcing, que soit disant « ça fait chier les riverains, les agris et le Latay » , alors que nous leur parlions régulièrement et en de bons termes, et que nous aussi ça nous emmerde les barricades en fait. Cette après midi là, avant la réunion, Saint Jean avaient même invité deux personnes du Latay à venir attendre la fin du putsh derrière la barricade, donc non-visibles pour celles et ceux qui se faisaient pressuriser de l'autre côté. Les gens écotent des « de toute façon vous proposez rien, nous si », un « t'es qui toi ? je t'ai jamais vu en réu donc ta parole elle vaut rien. » (dixit un zadiste qu'on ne voit qu'à la télé et qui dit ça à un autre qui vit ici depuis 6 ans). Là, bizarrement, les tracteurs c'était plus si « compliqué à avoir », 3/4h après cette réunion, il était déjà en action pour ouvrir la route. Le temps de 3 heures que nous leur avons accordé plus tôt cette semaine pour faire un retour chez eux ne nous a pas été accordé, ce malgré les demandes répétées des potes pour qu'illes aient le temps de prévenir tout le monde, mais non. Nous étions beaucoup au front et autours ce jour là, les gens de Saint Jean le savent très

bien car ils nous y ont vu. Lorsque nous rentrons chez nous, en-fouraillé-es comme des furieux, grillé-es et coupables, on se rend compte que Saint Jean a fait sauter le verrou qui fermait la porte de nos chambres, sans qu'on ai eu le temps de la ranger. Les craintes de perquisitions sont intenses. Ça c'était les lignes du couplet THT, très haute trahison... ;)

Cet événement a aussi été un autre déclencheur, du moins pour moi, le moment où j'ai abandonné toute tentative de communication et/ou organisation avec elleux, les considérant presque comme des ennemi-es déclaré-es. Plus de comm' talkie, plus de planning de guets, plus de réus, plus rien, comme avant lorsque nous étions de simples voisin-es qui s'ignorent. Le poste CiBi ? Illes ne l'ont jamais pris malgré les demandes répétées de ceux qui s'y épuisaient depuis trop longtemps déjà. Illes ne se seront de toute façon jamais excusé de cet épisode, s'en défendront même une semaine plus tard, lorsqu'un émissaire vient me voir et m'explique que « ...ce n'était pas de la malveillance mais une analyse différente de la situation... », sic. Il me propose de ressayer de faire des trucs ensemble, mais pour moi ni le goût ni la foi n'y sont plus, « Peut être avec les potes » lui dis-je...mais non pas vraiment. Statu quo, la semaine suivante on optera pour une route ouverte la journée, fermée la nuit, là encore Saint Jean n'est pas satisfait et nous titille, vient vérifier avec un drone les horaires d'ouverture le matin, nous survole alors que nous sommes en opération en train de manipuler tracteur et carcasses de voitures entre deux passages de flics...nous re-convoque pour essayer de rouvrir mais ne gagne que deux heures d'avance sur l'heure d'ouverture, une sorte de compromis...

Blasé, je me raccrochais à une citation de leur part : « on est pas des chefs de guerre, on donne pas d'ordre, nos gens vont là où ça se passe, on a aucune emprise la-dessus, point. », et je me disais que au moins, lorsque ça se passerait dans le quartier, on pourrait compter sur elles et eux. Mais encore une fois, déception, on m'apprit plus tard que la veille de la 2ème phase d'expulsions et l'incendie des lieux du quartier non-signataires de fi-fiche, illes auraient débattus jusque tard dans la soirée pour choisir où se rendre le lendemain matin, « défendre », ou plutôt devrais-je dire aller se défouler au centre de la zad à la Saulce ou Lama, lieux tampons de cristallisation choisis par les flics et la géographie de la zad ; ou bien rester ici à défendre le quartier qui lui était pourtant clairement et sans hésitation la cible qui allait subir le courroux de l'état le lendemain matin. Le soir même de cette 2ème journée d'expulsions, le 18 mai, un Saint Jean-tien me répond à la question « Pourquoi personne de chez vous n'a bougé ce matin ? » par « ...on a donné des consignes aux gens de pas y aller, que c'était trop dangereux, qu'ils allaient se faire serrer... » (pas de chef de guerre qu'il disait??)... Ce a quoi nous n'avons pas eu la répartie de répondre directement que nous nous l'avions fait, a très peu, et qu'on l'a bien fait, que pourtant nous étions toujours là, aucun-e blessé-e aucun-e arrêté-e, qu'il n'y avait aucune surprise de la part des flics sur leurs mouvements par rapport aux infrastructures qu'on avait mis en place et ce que nous imaginions, que avec plus de gens ça aurait été une bataille géante, que de l'aveu du haut commandement robocop la barricade Déchèt' était celle qui leur a posé le plus de complications technique depuis le début des opérations...toussa toussa qui laisse un amère goût de gâchis et d'énergies gaspillées.

Ce reproche que je fais à Saint Jean de ne pas avoir soutenu la défense du quartier, je ne peux le leur faire sans comprendre que ça n'était pas dans leur intérêt, que ce n'était pas leur stratégie, leur analyses et conclusions, que eux et nous n'avons pas les mêmes billes et cartes en main, pas les mêmes objectifs ni le même capital a perdre, pas la même histoire, que je comprend l'attitude du chacun-es ou chaque groupe pour sa gueule mais que je ne la respecte pas.

J'invite les gentes a lire le texte « La batailles de l'ouest, cernées de tous cotés », ce texte là lui décrit une partie de la journée d'expulsion de notre quartier. Bien que j'ai, comparé a ce qui y est écrit, personnellement eu un vécu différent de cette journée, que beaucoup de choses décrites ne s'appliquent pas a ce que j'y ai vécu (ex : Je n'attend pas qu'on me propose de l'eau, je vais la chercher.), toujours est il que je ne peux rien démentir de ce qui y est écrit. Les potes ont vraiment vécu ça... et c'est à gerber.

Pour résumer, Saint Jean aura changé de stratégies et d'avis comme de chaussettes au jour le jour selon tel ou tel article de presse, telle déclaration de préfète, ministre, président ou p'tites infos bien glissées. Ce n'est pas forcément une erreur stratégique que d'être malléable et capable de changer de plan, mais pas lorsque cela va a l'encontre du quartier, de la zad et des choses décidées collectivement. De notre coté, nous avons opté pour une ligne ferme et pessimiste, l'exacte inverse d'eux, d'où les discordes. Et ce schéma peut être projeté de manière bien plus large sur ce qui se passe ou s'est passé sur zone avec la politique de certain-es et les négociations qui n'en ont jamais été a mon sens et aux yeux de beaucoup.

Mais je tiens aussi a faire mon coup de gueule, plus difficile a faire celui là, à tous ces potes qui disaient « vouloir venir pour aider, que la zad c'est un tout, que y'a pas moyen d'abandonner le quartier à Saint Jean, que on aimerait bien faire des trucs avec vous, qu'on passera vous voir, que vous avez besoin de quoi, que j'te ramènerais ceci et cela, etc... » en fait vous parlez bien et on y croit quand c'est dit, mais en fait vous étiez où au final ? Nous connaissons les distances et le temps nécessaire pour rejoindre l'extrême ouest, nous le faisons tous les jours ou presque pour aller défendre le centre et l'est, c'est pas tant la mer a boire si on s'en donne les moyens et le temps. Et ça je ne peux pas le cacher, c'est une source de tristesse et frustration au moins égale sinon supérieure a toutes ces embrouilles de voisinage relatées dans ce texte.

Le but n'est pas de faire un listing (d'ailleurs incomplet faute de papier) des p'tites crasses, dysfonctionnements et guéguerres de quartier, pas que, mais aussi de démontrer comment a une échelle palpable et concrète qu'est celle d'un quartier et de ses habitant-es, comment ces manipulations et p'tites techniques de la part de certain-es peuvent avoir un écho et des similitudes avec des schémas plus grands. Comment cela peut refléter le fonctionnement plus vaste et global d'une organisation, dans des stratégies politique, que ce soit sur la zad et/ou ailleurs. Qu'illes se nomment appelistes, tikkuniens, communistes ou même communards, ou bien même qu'ils réfutent et dénigrent tous ces qualificatifs (on sait plus trop comment les nommer en vrai). On est pas sans savoir que ce genre de conflictualités se passent aussi ailleurs, dans d'autres villes, sur d'autres terrains...

Nous ne sommes pas des victimes et refusons d'être « les dommages collatéraux » du grand plan et des p'tites histoires de gens qui ne pensent qu'a leurs gueules !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Le Temple-de-Bretagne (Loire-Atlantique) : Le central téléphonique incendié

extrait de Ouest-France / vendredi 25 mai 2018

Les lignes fixes ont été rétablies, mais pas les portables. Le dysfonctionnement fait suite à **l'incendie volontaire du central téléphonique au Temple-de-Bretagne**, il y a une semaine. [...] **Dans la nuit de jeudi à vendredi, il y a une semaine, ce relais a été incendié.** Volontairement. Orange a porté plainte et une enquête est en cours.

Si le réseau fixe a été rétabli, le réseau mobile est défaillant. « À cause de la suie conséquence de l'incendie qui empêche une bonne connexion , explique-t-on à Orange, qui assure un rétablissement lundi prochain. Le nettoyage sera long. La semaine prochaine, nous allons basculer les abonnés sur un deuxième central. » [...]